



Rapport d'incidences environnementales du Plan de Gestion des Risques d'Inondation en Wallonie (PGRI) du district hydrographique international de la Seine

Rapport final
Juin 2015

Personne de contact
Pierre-Yves Ancion
Directeur d'étude
Tél. +32 2 738 78 73
py.ancion@stratec.be



Bureau d'études et de conseils
Mobilité, économie des transports, environnement et aménagement du territoire

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES.....	3
LEXIQUE.....	5
ACRONYMES.....	8
1 APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE.....	10
1.1 CADRE LÉGAL ET CONTENU DU R.I.E.....	10
1.2 MÉTHODOLOGIE D'ANALYSE.....	11
2 OBJECTIFS, CONTENU ET ARTICULATION AVEC D'AUTRES PLANS.....	13
2.1 PRÉSENTATION RÉSUMÉE DU CONTENU GÉNÉRAL.....	13
2.1.1 <i>Les inondations et la gestion des cours d'eau</i>	13
2.1.2 <i>Le district hydrographique de la Seine</i>	14
2.1.3 <i>L'évaluation préliminaire des risques d'inondation</i>	16
2.1.4 <i>La cartographie des zones soumises à l'aléa d'inondation et cartographie du risque de dommages dus aux inondations</i>	16
2.1.5 <i>Le programme des mesures avec leurs degré de priorité</i>	16
2.2 OBJECTIFS GÉNÉRAUX.....	17
2.3 OBJECTIFS SPÉCIFIQUES.....	17
2.4 PRÉSENTATION DU PROCESSUS D'ÉLABORATION.....	18
2.5 ARTICULATION DU PLAN AVEC LES AUTRES PLANS ET DOCUMENTS À L'ÉCHELLE DE LA RÉGION.....	19
2.6 ARTICULATION DU PLAN AVEC LES AUTRES PLANS ET DOCUMENTS À L'ÉCHELLE DU BASSIN HYDROGRAPHIQUE OU PLUS LOCALE.....	21
3 ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ET PERSPECTIVES.....	23
3.1 INONDATIONS.....	23
3.1.1 <i>Description</i>	23
3.1.2 <i>Fréquences et localisation</i>	23
3.2 CAUSES.....	24
3.2.1 <i>Pluviométrie-climat</i>	24
3.2.2 <i>Réseau hydrographique</i>	25
3.2.3 <i>Sols et sous-sols</i>	26
3.3 FACTEURS AGGRAVANTS.....	29
3.3.1 <i>Sols et sous-sols</i>	29
3.3.2 <i>Urbanisme – aménagement du territoire</i>	30
3.3.3 <i>Pratiques agricoles</i>	31
3.4 CONSÉQUENCES.....	32
3.4.1 <i>Eaux de surfaces, eaux souterraines, sols et sous-sols</i>	32
3.4.2 <i>Santé humaine</i>	34
3.4.3 <i>Faune, flore et biodiversité</i>	34
3.4.4 <i>Paysages</i>	35
3.4.5 <i>Urbanisme</i>	35
3.4.6 <i>Economie</i>	35
3.4.7 <i>Patrimoine culturel, architectural et archéologique</i>	36
3.4.8 <i>Agriculture</i>	36
3.5 SYNTHÈSE ET HIÉRARCHISATION DES ENJEUX.....	37
4 ANALYSE DES INCIDENCES.....	38
4.1 INTRODUCTION.....	38
4.2 ANALYSE DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT.....	39
4.2.1 <i>Prévention</i>	39
4.2.2 <i>Protection</i>	46
4.2.3 <i>Préparation</i>	51
4.2.4 <i>Réparation</i>	56
4.3 SYNTHÈSE.....	59
5 EVALUATION DES ALTERNATIVES ET JUSTIFICATION DU PROJET DE PGRI.....	62

5.1	ANALYSE DES ALTERNATIVES.....	62
5.1.1	Alternative « 0 » où le PGRI ne serait pas mis en œuvre	62
5.1.2	Alternative « 1 » de mise en œuvre des mesures hautement prioritaires uniquement .	62
5.1.3	Alternative « 2 » de mise en œuvre des mesures hautement prioritaires et prioritaires	62
5.1.4	Alternative « 3 » de mise en œuvre de toutes les mesures du plan	63
5.2	JUSTIFICATION DU PGRI	63
6	POINTS DE VIGILANCE ET MESURES DE SUIVI.....	64
6.1	POINTS DE VIGILANCE.....	64
6.2	MESURES DE SUIVI.....	64
7	RESUME NON TECHNIQUE	65

LEXIQUE

Aquifère : Une ou plusieurs couches souterraines d'une porosité et perméabilité suffisantes pour permettre soit un courant significatif d'eau souterraine, soit la rétention de quantités importantes d'eau souterraine. Il ne faut pas confondre « aquifère » qui désigne la roche et « nappe » qui désigne l'eau contenue.

Bassin hydrographique ou bassin versant : Espace naturel pour lequel toutes les eaux précipitées s'écoulent vers un point commun appelé exutoire; l'exutoire peut être une rivière, un lac ou la mer ; le bassin est délimité par des lignes de crêtes.

Calamité publique : La loi du 12 juillet 1976 sur les calamités naturelles précise que « sont retenus comme faits dommageables visés à l'article 1er, § 1er : 1° les phénomènes naturels de caractère exceptionnel ou d'intensité imprévisible ou qui ont provoqué des dégâts importants, notamment les tremblements ou mouvements de la terre, les raz de marée ou autres inondations à caractère désastreux, les ouragans ou autres déchaînements des vents ». La circulaire du 1er septembre 2008 reprend les critères qui qualifient les événements en tant que « calamités publiques » au sens de la loi. Le critère financier est qu'un montant total estimé des dommages aux biens privés et publics doit être supérieur à 50.000.000 €. A cela s'ajoute une caractérisation de l'événement comme « exceptionnel ». A défaut de critères spécifiques, un phénomène naturel, telle qu'une inondation, sera qualifié d'exceptionnel lorsque sa période de retour est de 20 ans au moins. Les pluies dépassant soit 30 l/m² en une heure, soit 60 l/m² en 24 heures sont considérées comme calamiteuses au titre de « pluies abondantes ».

Comité Technique par Sous-Bassin Hydrographique (CTSBH) : Les CTSBH sont des structures mises en place pour l'élaboration des PGRI. Ils sont coordonnés par les responsables PGRI et constitués des représentants des principaux gestionnaires de cours d'eau dans le sous-bassin hydrographique. Le CTSBH a pour mission principale de coordonner les différentes initiatives prises par les acteurs du sous-bassin et de les traduire en Fiches Projets.

Contrat de rivière : Protocole d'accord entre tous les acteurs publics et privés d'un bassin versant hydrographique pour une gestion durable des ressources en eau du bassin, du cours d'eau et de ses affluents. Il permet une gestion participative des ressources en eau via la concertation, la sensibilisation et l'information. L'ensemble des actions définies de manière consensuelle sont réunies dans un seul document, le contrat de rivière, renouvelé tous les trois ans. Il existe actuellement 16 contrats de rivière en Wallonie (représentant 68 % de la superficie de la Wallonie) et 4 autres sont en projet.

Cours d'eau : Milieu de vie complexe où l'eau en mouvement est concentrée dans un chenal (naturel ou non). L'écoulement peut être permanent ou intermittent mais le lit est permanent. Les cours d'eau constituent un réseau continu (éventuellement souterrain); sont donc exclus les fossés, zones karstiques, et autres dépressions topographiques¹.

Crue : Augmentation plus ou moins rapide et importante du débit et du niveau d'un cours d'eau jusqu'à une valeur maximum (pointe de la crue).

Débordement : Le débordement d'un cours d'eau intervient lorsque son lit mineur ne suffit pas pour écouler le débit. Le niveau d'eau augmente de manière telle que l'emprise du cours d'eau s'élargit pour envahir le lit majeur. Le cours d'eau est alors en crue.

Démérgement : En Wallonie, on appelle "travaux de démergement" la construction de stations de pompage et de canalisations destinées à évacuer vers les eaux de surface les eaux d'égouts publics des zones où le sol s'est affaissé suite à l'exploitation minière, pour éviter des inondations de caves et de rez-de-chaussée lors des pluies intenses et des crues des rivières. De tels ouvrages équipent notamment la vallée de la Meuse à Liège, de la Sambre à Charleroi et de la Haine dans le Borinage.

District hydrographique : Une zone terrestre et maritime, composée d'un ou plusieurs bassins hydrographiques ainsi que des eaux souterraines et eaux côtières associées, identifiée comme principale unité aux fins de la gestion des bassins hydrographiques².

¹ Source: Lahousse A., Horlait. J.-C., Englebert B. (2013), Méthodologie de la cartographie: aléa d'inondation, zones inondables, risques d'inondation, SPW-DGO3, 2014

² Source : Article 2 de la Directive Cadre européenne sur l'Eau

Enjeu : Dans le contexte des études d'incidences environnementales des PGRI, un enjeu est un facteur, appartenant à un des domaines de l'environnement, susceptible d'être influencé ou d'influencer les inondations et les mesures du PGRI.

Etiage : Niveau de débit le plus faible atteint par un cours d'eau au cours du cycle annuel.

Gestionnaire de cours d'eau : La Wallonie compte quatre types de gestionnaires publics de cours d'eau compétents pour les différentes classes de cours d'eau. Les cours d'eau non-classés relèvent de la responsabilité des riverains. Les cours d'eau non-navigables de troisième, deuxième et première catégorie sont gérés par les communes, les provinces et la région respectivement. Finalement, les cours d'eau navigables sont de la compétence de la Direction de la Mobilité et des Voies Hydrauliques (DGO2) au niveau régional. Les Wateringues comptent également parmi les gestionnaires de cours d'eau pour certains territoires agricoles pour lesquels ils ont été institués par décret royal.

Groupe Transversal Inondations (GTI) : Le GTI est l'organe exécutant issu de la Plateforme pour la Gestion Intégrée de l'Eau (PGIE). Il est composé de représentants des différentes Directions Générales Opérationnelles du Service Public de Wallonie (DGO1, DGO2, DGO3, DGO4, DGO5), des représentants des services techniques des cinq administrations provinciales, d'experts techniques issus d'organismes d'intérêt public (Aquawal, SPGE,...) et de scientifiques universités. Il a entre autres la mission d'assurer le suivi de la Directive 2007/60/CE et par conséquent de l'élaboration des PGRI.

Inondation : Au sens de la DI, une inondation est une « submersion temporaire par l'eau de terres qui ne sont pas submergées en temps normal. Cette notion recouvre les inondations dues aux crues des rivières, des torrents de montagne et des cours d'eau intermittents méditerranéens ainsi que les inondations dues à la mer dans les zones côtières et elle peut exclure les inondations dues aux réseaux d'égouts ».

Capacité d'infiltration ou infiltrabilité : Il s'agit du flux d'eau maximum qu'un sol peut absorber à travers sa surface lorsqu'il reçoit une pluie efficace ou s'il est submergé d'eau. Elle est générale et exprimée en mm par unité de temps. L'infiltrabilité des sols est déterminée par différents facteurs comme par exemple le type de sol (texture, structure, teneur en eau), le type de couvert végétal, la topographie. Elle est à distinguer du drainage naturel du sol qui désigne l'écoulement naturel de l'eau dans le sol.

Lit majeur : Lit maximum qu'occupe un cours d'eau dans lequel l'écoulement ne s'effectue que temporairement lors du débordement des eaux hors du lit mineur en période de très hautes eaux.

Lit mineur : Espace dans lequel s'écoule habituellement un cours d'eau ou une voie navigable.

Mesures agri-environnementales : Mesures visant une meilleure prise en compte de l'environnement (protection des eaux,...) dans les pratiques agricoles. Ces mesures se traduisent par des primes accordées aux agriculteurs ayant des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement.

Période de retour (ou temps de retour) : La période de retour d'un événement est la statistique inverse de sa probabilité d'occurrence (Voir « probabilité d'occurrence »). Un événement ayant une période de retour de cent ans (crue centennale) a une chance sur cent de se produire ou d'être dépassé chaque année. La période de retour peut caractériser une pluie ou un débit. L'attribution d'une période de retour à un événement nécessite de longues périodes d'enregistrement.

Probabilité d'occurrence d'une inondation : La probabilité d'occurrence d'une inondation est la probabilité qu'un phénomène de débordement du cours d'eau se produise. Elle est le plus souvent exprimée sous forme de fraction ou de pourcentage. Par exemple la probabilité d'occurrence d'une crue centennale est d'une fois sur 100 au cours de l'année à venir (1/100).

RAMSAR : La Convention de Ramsar, ou plus officiellement la Convention sur les zones humides d'importance internationale, est le traité intergouvernemental qui sert de cadre à la conservation et à l'utilisation rationnelle des zones humides et de leurs ressources.

Responsable PGRI : Quatre responsables se sont partagé l'élaboration des PGRI pour les 15 sous-bassins hydrographiques wallons. Avec le soutien des Contrats Rivières, ils ont été chargés de piloter le processus de participation, de jouer un rôle de facilitateur auprès des gestionnaires, d'assurer le relais auprès des membres du GTI et de rédiger le projet de PGRI.

Ripisylve : Formation végétale arborée croissant le long des cours d'eau. Plus largement, formation végétale, y compris herbacée, qui joue le rôle de transition entre le milieu aquatique et le milieu terrestre.

Risque d'inondation : La combinaison de la probabilité d'une inondation et des conséquences négatives potentielles pour la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'activité économique associées à une inondation.

Rugosité : Caractérise la résistance du lit, des berges ou du sol à l'écoulement de l'eau. Elle est fonction de la nature physique du lit et des berges.

Ruissellement : Le ruissellement correspond à la fraction de la pluie qui s'écoule à la surface du sol sans s'infiltrer, jusqu'au cours d'eau. L'eau ruisselle plus ou moins selon le type et l'occupation du sol. Ainsi un sol urbanisé est souvent rendu peu perméable et la majorité de l'eau ruisselle tandis qu'elle ruisselle généralement peu sur un sol forestier ou de prairie. Les sols cultivés ont un potentiel de ruissellement qui varie selon la culture en place, le type de sol et l'humidité au début de la pluie.

Sous-bassin hydrographique (SBH) : Zone dans laquelle toutes les eaux de ruissellement convergent à travers un réseau de rivières, de fleuves et éventuellement de lacs vers un point particulier d'un cours d'eau (normalement un lac ou un confluent). Les limites des 15 sous-bassins hydrographiques wallons ont été adoptées par le Décret du 27 mai 2004 relatif au Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, art. D.7.

Surface Agricole Utile (SAU) : Concept statistique destiné à évaluer le territoire consacré à la production agricole. La SAU est composée de terres arables, de surfaces toujours enherbées et des cultures pérennes. Elle n'inclut pas les bois et forêts. Elle comprend en revanche les surfaces en jachères.

Wateringue : Les Wateringues sont des administrations publiques, instituées en dehors des zones poldériennes en vue de la réalisation et du maintien, dans les limites de leur circonscription territoriale, d'un régime des eaux favorable à l'agriculture et à l'hygiène, ainsi que pour la défense des terres contre l'inondation (Loi de 1956). Les wateringues sont aussi des associations de propriétaires. Ces propriétaires sont directement intéressés au bon fonctionnement et donc au bon entretien des cours d'eau classés et non classés.

Zone inondable : Espace naturel ou aménagé où se répandent les eaux lors du débordement des cours d'eau dans leur lit majeur. Le stockage momentané des eaux écrête la crue en étalant sa durée d'écoulement.

ACRONYMES

AGW	Arrêté du Gouvernement Wallon
AIDE	Association Intercommunale pour le Démergement et l'Épuration des communes de la province de Liège
AMC	Analyse MultiCritère
CENN	Cours d'Eau Non Navigable
CIE	Commission Internationale de l'Escaut
CR	Contrats de Rivière
CIM	Commission Internationale de la Meuse
CTSBH	Comité Technique par Sous-Bassin Hydrographique
CWATUPE	Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie
CWEDD	Conseil Wallon de l'Environnement pour le Développement Durable
DCE	Directive Cadre sur l'Eau
DCENN	Direction des Cours d'Eau Non Navigables
DGO1	Direction Générale Opérationnelle des Routes et des Bâtiments
DGO2	Direction Générale Opérationnelle de la Mobilité et des Voies hydrauliques
DGO3	Direction Générale Opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et de l'Environnement
DGO4	Direction Générale Opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Énergie
DGO5	Direction Générale Opérationnelle des Pouvoirs locaux, de l'Action sociale et de la Santé
DH	District Hydrographique (ou plus spécifiquement la partie wallonne du District Hydrographique dans le cadre de ce rapport)
DHI	District Hydrographique International (le DH complet)
DI	Directive Inondation (Directive européenne 2007/60/CE)
DPR	Déclaration de Politique Régionale
EPRTR	<i>European Pollutant Release and Transfer Register</i> ou Registre européen des rejets et des transferts de polluants
GTI	Groupe Transversal Inondations
GW	Gouvernement Wallon
IRGT	Institut Royal pour la Gestion durable des ressources naturelles
IRM	Institut Royal Météorologique
MB	Moniteur Belge
OO	Objectif Opérationnel
OS	Objectif Spécifique
PAC	Politique Agricole Commune
PASH	Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique
PCDN	Plan Communal de Développement de la Nature
PCDR	Programme Communal de Développement Rural

Plan PLUIES	Plan de Prévention et de LUTte contre les Inondations et leurs Effets sur les Sinistrés
PGDH	Plans de Gestion par District Hydrographique (Directive cadre sur l'Eau – 2000/60/CE)
PGRI	Plan de Gestion des Risques d'Inondation (Directive Inondation – 2007/60/CE)
PGDH	Plan de Gestion du District Hydrographique
RIE	Rapport d'Incidences Environnementales
SAU	Surface Agricole Utile
SDER	Schéma de Développement de l'Espace Régional
SBH	Sous-Bassin Hydrographique
SGIB	Sites de Grand Intérêt Biologique
SIG	Système d'Information Géographique
SOWAER	Société Wallonne des AERoports
SPF	Service Public Fédéral
SPI	Agence de développement pour la province de Liège
SPW	Service Public de Wallonie
UE	Union Européenne
VN	Voies Navigables
ZI	Zones Inondables
ZIT	Zones d'Immersion Temporaire

1 APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

1.1 Cadre légal et contenu du R.I.E.

La Directive européenne 2001/42/CE impose que les plans et programmes susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement soient soumis à une évaluation environnementale afin d'assurer un niveau élevé de protection de l'environnement et de contribuer à l'intégration de considérations environnementales dans l'élaboration et l'adoption des plans et programmes. Cette Directive européenne a été transposée dans la législation wallonne par les articles 52 à 61 du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement (Moniteur belge 9 juillet 2004, p. 54654).

Les plans et programmes listés à l'article D.53. § 1^{er} doivent faire l'objet d'un rapport dans lequel les incidences non négligeables probables de la mise en œuvre du plan ou du programme, ainsi que les solutions de substitution sont identifiées, décrites et évaluées. L'évaluation des incidences sur l'environnement est effectuée pendant l'élaboration du plan ou du programme et avant qu'il ne soit adopté ou, le cas échéant, soumis à la procédure législative.

Le rapport sur les incidences doit notamment comprendre les éléments suivants :

- un résumé du contenu, une description des objectifs principaux du plan ou du programme et les liens avec d'autres plans et programmes pertinents ;
- les aspects pertinents de la situation environnementale ainsi que son évolution probable si le plan ou programme n'est pas mis en œuvre ;
- les objectifs de la protection de l'environnement pertinents et la manière dont ces objectifs et les considérations environnementales ont été pris en considération au cours de l'élaboration du plan ou du programme ;
- les incidences non négligeables probables, à savoir les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long terme, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs, sur l'environnement, y compris sur des thèmes comme la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs ;
- les mesures envisagées pour éviter, réduire et, dans la mesure du possible, compenser toute incidence négative non négligeable de la mise en œuvre du plan ou du programme sur l'environnement.

Le projet de plan ou de programme ainsi que le rapport sur les incidences environnementales sont soumis, pour avis, dès leur adoption par l'auteur du plan ou du programme, au CWEDD, aux communes concernées et aux autres personnes et instances que le Gouvernement juge utile de consulter. L'auteur du plan ou du programme prend en considération le rapport sur les incidences environnementales, les résultats de l'enquête publique, ainsi que les consultations transfrontières effectuées pendant l'élaboration du plan ou du programme concerné.

Conformément à cette Directive européenne et à sa transposition dans le Code de l'Environnement, les Plans de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) doivent donc faire l'objet d'un Rapport d'Incidences Environnementales (RIE). L'objectif de ce RIE est d'identifier les impacts négatifs potentiels et le cas échéant d'engager les actions correctrices appropriées. De manière plus générale, il s'agit surtout de présenter le PGRI, ses objectifs et le processus d'élaboration, ainsi que ses implications potentielles sur l'environnement au sens large du terme et d'éclairer ainsi les acteurs et le public affectés ou susceptibles d'être affectés par le plan.

1.2 Méthodologie d'analyse

L'évaluation environnementale consiste en l'analyse des incidences sur l'environnement engendrées par le projet de PGRI, et plus particulièrement par le programme de mesures, par rapport à la situation existante. La méthodologie d'analyse peut donc être segmentée en 3 étapes distinctes :

A. L'analyse de l'état initial de l'environnement

Dans un premier temps, les bases de l'analyse sont fixées dans la description de l'état initial de l'environnement dans le bassin hydrographique pour les principaux domaines de l'environnement influencés par les inondations et le PGRI. Le PGRI étant spécifique à la problématique des inondations, les thématiques à approfondir - c'est-à-dire celles susceptibles d'influencer ou d'être influencées par le PGRI - sont identifiées. En effet, le PGRI traite de l'ensemble du cycle des inondations, depuis la prévention jusqu'à la gestion de la crise en passant par la protection et la préparation (Figure 1). Ce cycle peut être divisé en deux grandes parties : celle visant à traiter les causes (prévention et protection) et celle visant à minimiser les conséquences (préparation et gestion de crise). L'implication de certaines thématiques environnementales peut être très différente selon qu'elles soient relatives aux causes ou aux conséquences des inondations. L'analyse de l'état initial traite donc successivement : les inondations (localisation, fréquence, évolution), les causes (état initial des thématiques susceptibles « d'influencer » les inondations ou le projet de PGRI) et les conséquences (état initial des thématiques susceptibles « d'être influencée » par les inondations ou le projet de PGRI).

L'analyse de l'état initial se termine par une synthèse et une hiérarchisation des enjeux du PGRI. En ce qui concerne les causes, cette hiérarchisation est établie sur base de deux critères :

- L'implication plus ou moins forte du facteur sur la fréquence et l'intensité des inondations ;
- L'influence potentielle sur ce facteur à un coût raisonnable.

Pareillement, les enjeux vis-à-vis des conséquences sont hiérarchisés sur base de deux critères :

- L'importance des dommages causés par les inondations ;
- Le potentiel de mitigation de ces dommages.

Cette hiérarchisation permet de bien faire ressortir les enjeux du PGRI et d'identifier les composantes de l'environnement les plus vulnérables, les principaux facteurs d'influence et les interactions entre les différents éléments.

B. L'analyse des incidences du projet

La deuxième partie de la méthode analytique évalue les incidences positives et négatives engendrées par le projet de PGRI et plus particulièrement par le programme de mesures, par rapport à l'état initial de l'environnement. Comme décrit ci-après, le programme de mesures du projet de PGRI comprend des « mesures globales », ayant une portée régionale, ainsi que des mesures plus spécifiques (mesures « générales » et « locales ») telles que décrites dans les fiches de projet remplies par les gestionnaires (voir section 2.4). Ces mesures correspondent soit à des projets « généraux », ayant une portée à l'échelle du sous-bassin versant, de la commune, de la province ou d'un autre territoire correspondant à une entité de gestion ; soit à des projets « locaux » dont la cible peut être localisée précisément. Un niveau de priorité est attribué à chaque mesure (à l'exception des études) : hautement prioritaire, prioritaire, ou utile.

Le présent rapport effectue une analyse des objectifs des mesures ainsi que de leurs avantages et inconvénients par rapport aux différents domaines environnementaux. Pour ce

faire, les mesures sont rassemblées en une série d'axes d'actions qui forment un ensemble cohérent du point de vue des objectifs et des incidences potentielles sur l'environnement. La classification des mesures selon leur objectif permet de définir 4 grands domaines d'actions :

- La prévention ;
- La protection ;
- La préparation ;
- La gestion de la crise et réparations.

Ces domaines d'actions sont à leur tour divisés en sous catégories de mesures similaires du point de vue de leurs objectifs, avantages et risques pour l'environnement.

Chacune de ces sous catégories est analysée dans une fiche analytique présentant systématiquement :

- Un bref explicatif du type de mesures concernées et de leur objectif (influence sur la pluviométrie/le climat, diminution des pressions urbanistiques, amélioration des pratiques agricoles, mesures préventives, etc.) ;
- Les avantages du groupement de mesures et les opportunités éventuelles, et ce pour tous les domaines de l'environnement ;
- Les risques pour l'environnement (pour tous les domaines de l'environnement);
- Une liste des mesures du PGRI concernées par la fiche.

Les avantages et les risques de chaque groupe de mesures sont alors analysés au regard des différentes thématiques environnementales jugées pertinentes dans le cadre du plan de gestion, c'est-à-dire, les eaux de surfaces et les eaux souterraines, le sol et les sous-sols, la santé humaine, la biodiversité (faune et flore), le paysage, l'agriculture, l'urbanisme et l'aménagement du territoire, les aspects socio-économiques. Notons que les impacts environnementaux de chaque regroupement de mesures sont analysés de manière qualitative (impact négatif, neutre, positif ou inconnu).

Enfin, l'analyse se termine par une synthèse générale des incidences du plan de gestion sous la forme d'un tableau à double entrée avec, d'une part, les groupes de mesures, et d'autre part, les impacts attendus sur les thématiques environnementales étudiées. Ce tableau constitue donc une synthèse des fiches analytiques.

C. L'étude des alternatives et l'identification des points de vigilance et des mesures de suivi

La méthodologie s'attache ensuite à l'analyse des alternatives à la mise en œuvre du projet de PGRI en vue d'évaluer l'adéquation du projet de PGRI avec les enjeux réels que posent les inondations.

Les conclusions de l'analyse des incidences du projet et des alternatives sont utilisées pour évaluer la concordance du projet de PGRI par rapport aux objectifs de protection de l'environnement, du patrimoine, des activités économiques et de la santé établis au niveau communautaire, régional, national ou international.

Des mesures permettant d'éviter ou de réduire les incidences potentiellement négatives que pourraient engendrer les mesures du PGRI sont identifiées pour chacune des incidences négatives. Dans le cas d'incidences résiduelles, les raisons pour lesquelles les conséquences dommageables n'ont pu être évitées sont décrites et d'éventuelles pistes de mesures compensatoires proposées.

Cette analyse est mise en regard du processus d'élaboration du PGRI qui a permis d'intégrer les problématiques environnementales et de minimiser au maximum les impacts négatifs du plan, afin de proposer des pistes d'amélioration pour les concertations futures.

Finalement, des mesures de suivi du plan permettant de vérifier les incidences tout au long de sa mise en œuvre (tableau de bord) sont identifiées.

2 OBJECTIFS, CONTENU ET ARTICULATION AVEC D'AUTRES PLANS

2.1 Présentation résumée du contenu général

2.1.1 Les inondations et la gestion des cours d'eau

Les inondations trouvent leur origine dans les précipitations qui tombent sur un bassin versant, ou une partie de celui-ci, qui possède des caractéristiques naturelles et anthropiques qui lui sont propres. L'ensemble de ces paramètres détermine la répartition des eaux pluviales entre l'évapotranspiration, l'infiltration et le ruissellement, qui constituent le cycle de l'eau. Les volumes concernés et la rapidité de l'écoulement jusqu'au cours d'eau seront déterminants pour la genèse d'une crue dans le réseau hydrographique.

Le cycle des inondations considère l'ensemble des éléments relatifs à la gestion des inondations, depuis la prévention jusqu'à la gestion de la crise en passant par la protection et la préparation (Figure 1). La prévention des dommages causés par les inondations vise à prévenir la construction de maisons et d'industries dans les zones inondables actuelles et futures ou à adapter l'urbanisation future aux risques d'inondation. La protection vise à prendre des mesures, à la fois structurelles et non structurelles, pour réduire la probabilité d'inondations et/ou l'impact des inondations dans un emplacement spécifique. La préparation consiste par exemple à informer la population sur les risques d'inondation et les mesures à prendre en cas d'inondation, mais également en l'élaboration des plans d'intervention d'urgence dans le cas d'inondation. Les mesures de réparation visent à un retour à des conditions normales dès que possible et à l'atténuation des impacts sociaux et économiques sur la population touchée. L'analyse post-crise cherche à tirer les enseignements des situations de crise.

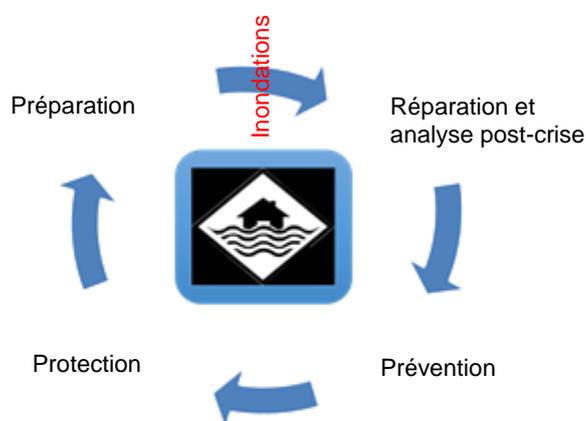
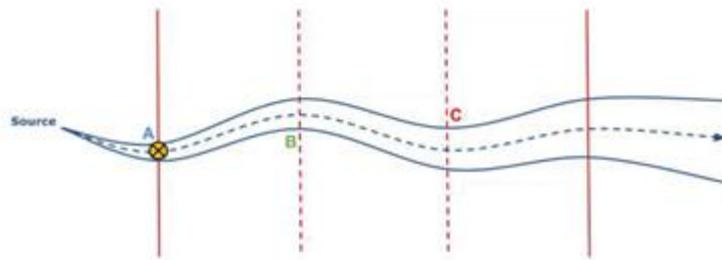


Figure 1 : Cycle des inondations – prévention, protection, préparation et gestion de la crise (Source : PGRI)

La gestion des cours d'eau en Wallonie fait intervenir diverses organisations, en fonction de leur catégorie :

Non classé	3 ^e Catégorie	2 ^e Catégorie	1 ^e Catégorie	Voies navigables
Gestionnaire : Privé ou autre	Gestionnaire : Communes	Gestionnaire : Provinces	Gestionnaire : SPW-DGO3	Gestionnaire : SPW-DGO2



⊗ Origine légale du cours d'eau. Non classé avant cette limite.

Critère de classification	Depuis la source jusqu'au point où le bassin versant atteint 100 ha Point A	Du point A jusqu'à la limite de la commune d'origine avant fusion Point B	Du point B jusqu'au bassin versant atteint 5000 ha Point C	Du point C jusqu'au point où le cours d'eau est classé comme navigable	A partir d'un point fixé par la loi
Services assurant la gestion	Propriétaires riverains	Services communaux sous la tutelle de la province	Service provinciaux	SPW-DGO3-DCENN	SPW-DGO2 – Voies hydrauliques
	En conformité avec les règlements provinciaux différents d'une province à l'autre				

Figure 2 : Catégories et gestionnaires des cours d'eau en Wallonie (Source : PGRI)

2.1.2 Le district hydrographique de la Seine

Un district hydrographique est défini comme une zone terrestre et maritime, composée d'un ou plusieurs bassins hydrographiques ainsi que des eaux souterraines et eaux côtières associées. La Wallonie compte quatre districts hydrographiques : Escaut, Meuse, Rhin et Seine ; ainsi que quinze sous-bassins hydrographiques : Amblève, Dendre, Dyle-Gette, Escaut-Lys, Haine, Lesse, Meuse amont, Meuse aval, Moselle, Ourthe, Oise, Sambre, Semois-Chiers, Senne, et Vesdre.

La Seine prend sa source sur le plateau de Langres en France et se jette 780 km plus loin dans la Manche entre Le Havre et Honfleur. La partie wallonne du DHI de la Seine représente 0,1 % de la superficie totale du DHI (99,9 % du DHI se trouve sur le territoire français). En Wallonie, le DH de la Seine est composé d'un seul sous-bassin (Oise) qui couvre partiellement 2 communes (Momignies et Chimay) soit 0,5% du territoire wallon.

Le tableau ci-dessous résume les caractéristiques du DHI de la Seine.

Tableau 1 : Caractéristiques du district hydrographique international de la Seine

District hydrographique international de la Seine		
Pays concernés	France, Belgique	
Fleuve principal	La Seine	
Superficie de la partie wallonne du district	80 km ² soit 0,1 % du district international et 0,5 % de la Wallonie	
Longueur du parcours de la Seine dans la partie wallonne du district	0 km	
Pente moyenne de la Seine dans la partie wallonne du district	/	
Sous-bassin hydrographique de la partie wallonne du district (affluents ou partie du fleuve), superficie	L'Oise	80 km ²
Population de la partie wallonne du district (2009)	2.800 habitants soit 0,01 % du district international (18,3 millions d'habitants) 0,08 % de la population wallonne	
Densité de population de la partie wallonne du district	35 hab./km ² comparé à ≈205 hab./km ² pour toute la Wallonie	
Linéaire de cours d'eau par catégorie	Voies navigables	0 km
	CENN 1 ^{ère} catégorie	0 km
	CENN 2 ^{ème} catégorie	30 km
	CENN 3 ^{ème} catégorie	3 km
	Non classés	75 km

L'Oise prend sa source en Belgique au sud-est de la ville de Chimay avant de s'écouler vers la France. Ses principaux affluents en Wallonie sont le ruisseau de Malapaire, de Four Matot et du Mauvais Ri. Les caractéristiques physiques et humaines du sous-bassin Oise sont résumées dans le tableau suivant.

Sous-bassin hydrographique de l'Oise	
Affluents principaux de l'Oise	Ruisseau de Malapaire
	Ruisseau de Four Matot et du Mauvais Ri)
Territoires concernés	2 communes (Chimay et Momignies)
Longueur de l'Oise	22 km en Wallonie
Superficie du bassin versant de l'Oise	80 km ² en Wallonie
Pente moyenne de l'Oise en Wallonie	0,43%

2.1.3 L'évaluation préliminaire des risques d'inondation

La Directive Inondation 2007/60/CE (DI) requiert que chaque Etat membre de l'Union Européenne réalise une évaluation préliminaire des risques d'inondation. En s'appuyant sur les mesures transitoires prévues par l'Article 13 de cette même Directive, la Région wallonne a décidé de ne pas procéder à cette évaluation préliminaire mais de considérer que chaque bassin hydrographique wallon est une zone pour laquelle des risques potentiels importants d'inondation existent ou dont la matérialisation peut être considérée comme probable (décret du 4 février 2010 transposant la DI). Ceci implique l'élaboration de cartes de zones inondables et des cartes de risques d'inondation ainsi que des plans de gestion des risques d'inondation sur l'ensemble de la Wallonie (voir section 2.1.4).

2.1.4 La cartographie des zones soumises à l'aléa d'inondation et cartographie du risque de dommages dus aux inondations

La DI impose aux Etats membres l'élaboration d'une cartographie des zones inondables et du risque associé. L'objectif de la cartographie est de délimiter les périmètres à caractère inondable et d'identifier la vulnérabilité du territoire wallon face aux inondations. Il est important de distinguer, d'une part, les cartes des zones inondables et les cartes des risques d'inondation élaborées selon les critères de la Directive Inondation en vue des PGRI et, d'autre part, les cartes de l'aléa d'inondation diffusées en Wallonie dans le cadre du Plan PLUIES. Ces différents produits cartographiques ont cependant été réalisés en parallèle afin d'assurer la correspondance complète quant aux données de base et aux règles d'intégration.

La cartographie permet de tirer des conclusions générales sur l'importance des inondations par débordement et par ruissellement sur le territoire du district, sur l'exposition de la population et des infrastructures à celles-ci, ainsi que des enjeux sanitaires, environnementaux et patrimoniaux que cela représente.

2.1.5 Le programme des mesures avec leurs degré de priorité

Le PGRI identifie des objectifs à atteindre en matière de gestion des inondations ainsi que les actions nécessaires pour atteindre ces objectifs. La dénomination « mesure » désigne l'ensemble des actions et instruments qui peuvent être mis en œuvre pour la gestion des risques d'inondation. Les mesures sont regroupées sous 4 types :

- Mesures globales : actions prises à l'échelle de la Wallonie et ayant pour objectif d'intervenir le plus en amont possible du cycle de gestion des inondations, notamment sur la prévention des inondations et la préparation du public (par exemple : un changement de la législation) ;
- Mesures générales : actions qui concernent des projets ayant une portée à l'échelle du sous-bassin, de la commune, de la province ;
- Mesures locales : actions dont l'objet est plus localisé et qui s'occupe donc d'un risque d'inondation par débordement ou par ruissellement plus local ;
- Etudes : actions permettant d'affiner la connaissance des risques et d'identifier des solutions réalistes.

Toutes ces mesures peuvent être reliées aux mesures du catalogue de mesures élaboré par le GTI (voir section 2.4) et sont classées suivant les quatre étapes du cycle de gestion des inondations.

La concertation entre gestionnaires et acteurs de l'eau au niveau local, puis le travail du GTI et du CTSBH du DH de la Seine (voir section 2.4), ont permis d'identifier sur le DH de la Seine pour l'horizon de planification 2015-2021 :

- 41 mesures globales ;
- 2 mesures générales.

L'ensemble de ces mesures constituent une base de données qui sera l'outil principal de suivi du PGRI Seine et qui continuera d'être étoffée au cours des 6 ans de l'horizon de planification.

En vue de constituer le programme d'action du PGRI Seine, une classe de priorité a été assignée à chaque mesure (voir section 2.4).

2.2 Objectifs généraux

Le but général des PGRI est de permettre aux Etats de se fixer des objectifs à atteindre en matière de gestion des inondations, et de définir un programme de mesures à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs, en tenant compte notamment des coûts et des avantages.

L'objectif stratégique de la gestion des risques d'inondation est de limiter au maximum les dommages aux personnes et aux biens ; l'objectif corollaire qui en découle est de réduire les effets négatifs des inondations sur la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'activité économique.

Des objectifs opérationnels (OO) ont également été définis pour la Wallonie (Tableau 2). Dans un souci de cohérence vis-à-vis du plan « PLUIES » et de respect des exigences de la Directive européenne relative à la gestion des risques d'inondation, ceux-ci sont intégrés aux différentes étapes du cycle de gestion des inondations.

Tableau 2 : Liste des objectifs opérationnels des PGRI

N°	Objectifs opérationnel	Phase
1	Améliorer la connaissance des phénomènes d'inondation par une approche multidisciplinaire	Global
2	Diminuer la vitesse de ruissellement et augmenter l'infiltration sur le bassin versant (phase protection)	Protection
3	Respecter la dynamique naturelle des rivières et favoriser l'expansion des crues et le stockage de l'eau dans leur lit majeur	Protection
4	Réduire la vulnérabilité à l'inondation des zones soumises au débordement des rivières et aux coulées boueuses.	Prévention
5	Promouvoir l'élaboration de plans d'urgence à l'échelle locale et à la mise à disposition d'un système d'alerte performant	Préparation
6	Réduire la charge financière de la conséquence des dommages.	Réparation et analyse post-crise

2.3 Objectifs spécifiques

Les objectifs opérationnels se déclinent en une série d'objectifs spécifiques à l'échelle du sous-bassin hydrographique. Les objectifs spécifiques du DH de la Seine ont été définis par le CTSBH au travers du processus de concertation mené dans le cadre de l'élaboration du PGRI Seine.

Tableau 3 : Liste des objectifs spécifiques du district hydrographique de la Seine

	Objectifs spécifiques	OO
Oise	Conserver les zones naturelles d'expansion de crues et de rétention d'eau	2-3
	Aménager le territoire en tenant compte des risques d'inondation	4
	Assurer la continuité des entretiens et curages planifiés et/ou ponctuels des cours d'eau	3
	Permettre une urbanisation en adéquation avec le maintien de l'hydromorphologie naturelle des cours d'eau	4

2.4 Présentation du processus d'élaboration

La concertation est au centre du processus d'élaboration des PGRI et vise à réunir les acteurs principaux de l'eau (gestionnaires et utilisateurs) afin de faire émerger des projets liés à la gestion intégrée des inondations par sous-bassin hydrographique. Les acteurs qui interviennent dans le processus d'élaboration des PGRI présenté ci-après sont :

- Le « Groupe Transversal Inondations » (GTI) ;
- Les gestionnaires de cours d'eau ;
- Les Directions générales opérationnelles du SPW: DGO1, DGO2, DGO3, DGO4, DGO5 ;
- Les services techniques provinciaux et communaux ;
- Les Contrats de Rivière, Parcs naturels ;
- Les associations, opérateurs et commissions consultatives ;
- Les responsables PGRI ;
- Les citoyens.

Le processus d'élaboration des PGRI s'est déroulé en 5 phases :

1) la **sensibilisation** du public par l'organisation de séances d'informations

Quatre séances d'informations, ouvertes à tout public, se sont tenues dans quatre lieux différents de Wallonie. Une réunion d'information supplémentaire à l'attention des intervenants germanophones a également été organisée en allemand à Eupen. Plus de 500 personnes, dont plus de 350 gestionnaires publics, ont participé à ces cinq séances d'information. En parallèle, des réunions d'informations internes ont été menées plus spécifiquement dans plusieurs services du SPW.

2) l'**échange d'information** au sein d'un des comités techniques par sous-bassin hydrographique (CTSBH)

Les CTSBH sont composés des gestionnaires publics de cours d'eau du sous-bassin hydrographique en question, ainsi que des représentants de l'aménagement du territoire (DGO4) et des Contrats de Rivières en tant qu'observateurs. Ce comité intervient au cours de différentes phases de l'élaboration des PGRI, plus particulièrement dans :

- l'échange d'informations lors des tables rondes (voir point 3 ci-dessous) ;
- l'analyse intégrée des Fiches Projets (voir point 4 ci-dessous) ;
- la priorisation des Fiches Projets locales (voir point 4 ci-dessous).

Le CTSBH du sous-bassin hydrographique Oise s'est réuni une première fois pour identifier les problèmes en termes de lutte contre les inondations propres au sous-bassin. Environ 15 personnes ont participé à cette première réunion du CTSBH. Les informations récoltées ont constitué une première base de réflexion utile pour l'organisation des tables rondes et l'échange, avec un plus large public, autour des mesures planifiées ou à mettre en place pour les six années d'application du PGRI (voir point 3 ci-dessous).

3) l'**échange d'information** entre tous les acteurs de l'eau, par le biais des tables rondes organisées autour des thématiques liées au cycle de gestion des inondations

L'échange d'information entre acteurs de l'eau, par le biais de tables rondes, avait pour but d'élaborer un tableau reprenant des propositions d'actions qui pourraient être mises en place pour lutter contre les inondations. Les quelques 750 propositions récoltées ont servi de base de réflexion au GTI et aux gestionnaires de cours d'eau pour proposer des mesures globales ainsi que des projets à une échelle plus locale, à intégrer dans les PGRI (voir point 4 ci-dessous).

4) l'analyse intégrée et la **priorisation** des « Fiches Projets » de la base de données constituée suite aux précédentes phases

Sur base des listes de mesures proposées par les acteurs au long de ces premières étapes de concertation, les gestionnaires de cours d'eau ont pu encoder les projets de leur responsabilité sous forme de « Fiches Projets » afin de constituer une base de données. Chaque Fiche Projet peut être associée à une ou plusieurs mesures du catalogue élaboré par le GTI. Au total, 531 Fiches Projets ont ainsi été récoltées pour l'ensemble de la Wallonie. Il existe deux types de Fiches Projets pour encoder les projets :

- Fiches Projets générales permettant d'encoder des projets ayant une portée à l'échelle du sous-bassin, de la commune ou de la province ;
- Fiches Projets locales permettant d'encoder des projets localisés.

La base de données élaborée à partir de ces Fiches Projets constitue un inventaire complet des projets à l'échelle de la Wallonie et a pu être intégrée sous forme de mesures dans les PGRI. Cependant, en vue de constituer le programme d'action du PGRI, toutes les mesures doivent se voir assigner une classe de priorité. La méthodologie de priorisation choisie a permis d'attribuer trois classes de priorités portant sur la pertinence des mesures : hautement prioritaire, prioritaire ou utile. Une grille d'analyse multicritère (AMC) a été utilisée comme outil d'aide à la décision au moment des réunions de priorisation entre gestionnaires. Les études n'ont pas été priorisées car celles-ci constituent l'étape préliminaire à toute planification d'action et ne peuvent donc pas être comparées à des réalisations concrètes en termes de priorité. Les projets généraux (Fiches Projets « générales ») n'étant pas localisés, ils n'ont donc pas pu être priorisés selon leur pertinence au même titre que les projets locaux. Ceux-ci connaissent donc d'autres règles de priorisation, basé sur leur rapport aux mesures globales ou leur budget. Les mesures globales ont une portée régionale et ont donc été priorisées directement par le GTI. La priorité d'une mesure globale sera d'autant plus grande qu'elle rencontre les objectifs de la Déclaration de Politique Régionale (DPR).

5) l'information et la collecte d'avis auprès des citoyens, lors de l'**enquête publique**

Enfin, en complément de ces étapes participatives de l'élaboration du PGRI, l'enquête publique permettra encore aux acteurs concernés par la lutte contre les inondations et aux citoyens de donner leur avis sur le PGRI.

2.5 Articulation du plan avec les autres plans et documents à l'échelle de la Région

L'articulation du PGRI avec d'autres plans et documents à l'échelle régionale est détaillée dans le tableau ci-dessous.

Intitulé	Description des Plans et Documents locaux prévoyant des mesures ou des recommandations vis-à-vis des problématiques d'inondation
SDER	Le Schéma de Développement de l'Espace Régional est un instrument de conception de l'aménagement du territoire wallon non réglementaire qui oriente les révisions des plans de secteur et sert de référence pour de nombreuses décisions (l'habitat, cadre de vie, conservation des milieux naturels, etc.). Un projet de nouveau SDER (adopté le 7/11/2013) propose 23 objectifs articulés autour de 4 piliers. Dans le Pilier IV « Protéger et valoriser les ressources et le patrimoine », de nombreux objectifs concernent la gestion des inondations :

	<ul style="list-style-type: none"> • L'objectif « Protéger le réseau écologique et développer les services écosystémiques », via notamment la mise en place d'une trame verte et bleue, participe à la régulation des eaux de ruissellement. • L'objectif « gérer les ressources naturelles exploitables de manière parcimonieuse » mentionne la nécessité de limiter l'imperméabilisation et d'encourager les techniques d'infiltration afin de réduire la part des eaux pluviales rejetées dans les réseaux de collecte. • Au travers de l'objectif « Réduire la vulnérabilité aux risques naturels [...] et l'exposition aux nuisances » le SDER vise, entre autres, la mise en œuvre des mesures d'aménagement du territoire et d'urbanisme assurant la sécurité des personnes. Face à l'augmentation de la fréquence des inondations, le SDER souligne la nécessité de préserver la fonction régulatrice des lits majeurs des cours d'eau et de maîtriser l'urbanisation lorsqu'un risque d'inondation se présente.
<p>Plan de Secteur</p>	<p>Le plan de secteur des communes de Wallonie distingue, d'une part, les « zones destinées à l'urbanisation » (les zones d'habitat, les zones de services publics et d'équipements communautaires, les zones d'activités économique, etc.) et d'autre part, les « zones non destinées à l'urbanisation » (les zones agricoles, les zones d'espaces verts, les zones forestières, etc.).</p> <p>La confrontation du plan de secteur aux cartes des zones inondables, permet d'identifier l'ampleur des zones inondables destinées à l'urbanisation, ce qui donne une indication de l'exposition au risque de l'urbanisation actuelle.</p>
<p>Plan Air-Climat</p>	<p>Le projet de Plan Air-Climat décrit les impacts des changements climatiques ainsi que les principales actions à suivre pour s'adapter à ces impacts. Dans ce cadre, le risque accru d'inondations sur le territoire est identifié comme un impact très important. En effet, l'accentuation de la saisonnalité des régimes de précipitations, provoquant l'augmentation des volumes de précipitations en hiver et leur intensification, aura pour conséquences d'augmenter l'aléa d'inondation. Le Plan met également en évidence l'urbanisation et l'imperméabilité croissante des sols comme facteur contribuant à l'aggravation du phénomène.</p> <p>Le Plan mentionne deux axes d'actions pour lutter contre ce risque accru : la préservation des écosystèmes et l'adaptation de la rénovation/construction des infrastructures en tenant compte des impacts des changements climatiques (chaleur en ville et inondations) et des liens avec la politique d'atténuation. En termes d'actions, le Plan souligne l'importance de préserver les écosystèmes, notamment les zones inondables, mais également la nécessité d'investir dans des systèmes de rétention/récupération des eaux pluviales et des systèmes de collecte et d'égouttage dans les centres urbains.</p>
<p>Plan « PLUIES ».</p>	<p>Le Plan de Prévention et de LUTte contre les Inondations et leurs Effets sur les Sinistrés (Plan « PLUIES ») vise les 5 objectifs suivants : améliorer la connaissance du risque d'inondation, diminuer et ralentir le ruissellement des eaux sur les bassins versants, aménager les lits des rivières et les plaines alluviales tout en respectant et en favorisant les habitats naturels gages de stabilité, diminuer la vulnérabilité à l'inondation en zones inondables, et améliorer la gestion de crise en cas d'inondation. Ces objectifs sont déclinés en 32 actions. Divers outils, élaborés dans le cadre du Plan PLUIES, ont été mis à jour et adaptés afin de répondre aux exigences de la Directive Inondation, notamment la cartographie des zones inondables. Notons que par soucis de cohérence, les produits cartographiques réalisés dans le cadre du Plan PLUIES (cartes de l'aléa d'inondation), ont été élaborés en parallèle avec la cartographie réalisé selon les critères de la DI en vue des PGRI (cartes des zones inondables et les cartes des risques d'inondation) afin d'assurer une correspondance complète quant aux données de base et aux règles d'intégration. Dès son approbation par le gouvernement, le PGRI constituera la nouvelle version du plan « PLUIES » en Wallonie.</p>

PAC	<p>La Politique Agricole Commune (PAC) est la politique mise en place à l'échelle de l'Union Européenne, fondée principalement sur des mesures de soutien des prix et de subventionnement, visant à moderniser et développer l'agriculture. Dans le cadre de la réforme de la PAC adoptée en juin 2013, plus de 100 milliards d'euros seront investis entre 2014 et 2020 pour aider l'agriculture à faire face aux défis de la qualité des sols, de l'eau, de la biodiversité et du changement climatique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • "Verdissement" : 30% des paiements directs seront liés au respect de trois pratiques agricoles bénéfiques pour l'environnement (diversification des cultures, maintien de prairies permanentes et préservation de 5% puis 7% de zones d'intérêt écologique à partir de 2018). • Une partie du budget des programmes de développement rural devra être alloué à des mesures agri-environnementales. Celles-ci seront renforcées et devront être complémentaires aux pratiques soutenues dans le cadre du verdissement. <p>Le budget de la PAC permettra le financement de mesures et de projets permettant de limiter le risque d'inondation.</p>
------------	---

2.6 Articulation du plan avec les autres plans et documents à l'échelle du bassin hydrographique ou plus locale

L'articulation du PGRI avec d'autres plans et documents à l'échelle du bassin hydrographique ou plus locale est détaillée dans le tableau ci-dessous.

Intitulé	Description des Plans et Documents locaux prévoyant des mesures ou des recommandations vis-à-vis des problématiques d'inondation
PGDH Seine	Le programme de mesures du Plan de Gestion du District Hydrographique de la Seine (PGDH Seine) définit les actions nécessaires pour assurer, à l'horizon 2015, le bon état / bon potentiel des eaux de surface et le bon état des eaux souterraines. Le thème «prélèvements, crues et étiages » du programme (sous-thème « crues ») reprend une série de mesures destinées à réduire le risque de dommages potentiels en période de hautes eaux. La majorité des mesures du PDGH Seine sont issues du Plan PLUIES.
PCDR	Une Opération de Développement Rural consiste en un ensemble coordonné d'actions de développement, d'aménagement et de réaménagement entreprises ou conduite en milieu rural par une commune, dans le but de sa revitalisation et de sa restauration, dans le respect de ses caractères propres et de manière à améliorer les conditions de vie de ses habitants au point de vue économique, social et culturel. L'opération est synthétisée dans un document appelé Programme Communal de Développement Rural (PCDR) (Source : Décret du 6 juin 1991 relatif au développement rural). Les PCDR fixent des objectifs de développement rural, et proposent des projets pour atteindre ces objectifs. Un des objectifs des PCDR concerne « la protection, l'amélioration et la mise en valeur du cadre et du milieu de vie en ce compris le patrimoine bâti et naturel ». Dans le cadre de cet objectif, des projets visant à mettre en valeur des points d'eau et à assurer la régulation hydrologique peuvent être mise en place.
PASH	Des Plans d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique (PASH) cartographient les régimes d'assainissement obligatoires assignés à chaque habitation ainsi que les réseaux et les ouvrages d'assainissement. Si ces plans ne sont pas directement destinés à réduire les risques d'inondation à l'échelle des sous-bassins, ils contribuent néanmoins à prendre en compte des

	dispositions prévues et des options retenues pour assurer une gestion cohérente des eaux usées. De ce fait, ils contribuent à assurer une régulation adéquate des eaux usées de manière à ne pas surcharger les réseaux.
PCDN	Les Plans Communaux de Développement de la Nature, issus d'une démarche volontaire et participative, visent à maintenir, développer ou restaurer la biodiversité au niveau communal. Certaines actions menées dans le cadre de ces plans peuvent jouer un rôle indirect dans l'atténuation des risques d'inondation, par exemple des travaux de restauration de talus, l'aménagement de mares ou encore la mise en place de bandes végétalisées.
Programmes Natura 2000 et LIFE-Nature	Ces programmes œuvrent à la préservation et la restauration d'habitats protégés particulièrement importants pour les espèces menacées. Les interventions prévues dans le cadre de ces programmes peuvent amener à des répercussions sur l'écoulement des eaux ou leur rétention, avec des conséquences profitables face aux risques d'inondation.

3 ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ET PERSPECTIVES

3.1 Inondations

3.1.1 Description

Le Code de l'Environnement de la Wallonie définit, le terme « inondation », applicable pour la Wallonie, comme une submersion temporaire par l'eau de terres qui ne sont pas submergées en temps normal, à l'exclusion des inondations dues aux réseaux d'égouts. Dans le cadre des PGRI en Wallonie, deux types d'inondations sont par ailleurs considérés :

- les inondations par débordement d'un cours d'eau qui sont liées à une augmentation anormale du niveau d'un cours d'eau telle que ce dernier s'élargit et envahit son lit majeur ;
- les inondations liées au ruissellement dues à une forte concentration des eaux de ruissellement dans certains axes et qui peuvent affecter des zones potentiellement éloignées de tout cours d'eau.

Les causes des inondations sont multiples. La combinaison de facteurs d'origine naturelle (ex : aléa météorologique) et anthropique (ex : imperméabilisation artificielle) aggravent ces phénomènes.

3.1.2 Fréquences et localisation

3.1.2.1 Inondation par débordement

Sur l'Oise, en aval d'Hirson, les dommages liés aux inondations sont tributaires de l'ampleur des crues provenant de l'amont de l'Oise (notamment sur le territoire wallon), de l'Aisne (France) et de leur éventuelle concomitance. Les inondations passées ont montré que la crue de l'Oise arrive généralement avant la crue de l'Aisne à leur confluence (à Compiègne).

Trois crues de référence ont été identifiées sur la partie française du bassin de l'Oise en 1993 (décembre), 1995 (janvier) et 2011 (janvier). Des inondations de grandes envergures ont également eu lieu aux mêmes dates en Wallonie y compris dans les communes de Momignies et de Chimay. La solidarité amont-aval transfrontalière doit donc être prise en compte pour la gestion des risques d'inondation dans ce DH.

3.1.2.2 Inondation par ruissellement

Les facteurs qui favorisent les inondations par ruissellement peuvent être d'origine naturelle (ex : mauvaise capacité d'infiltration des sols) ou anthropique (ex : imperméabilisation des sols, pratique agricoles). En Wallonie, le ruissellement d'origine agricole (voir point 3.2.5. pour plus de détails) est une problématique importante qui a fait l'objet de plusieurs analyses aboutissant notamment sur la création d'une base de données reprenant des zones potentiellement touchées par ce phénomène. Au total, 501 zones ont été identifiées à l'échelle de la Wallonie mais aucun point n'est situé dans le DH de la Seine.

3.1.2.3 Inondation par ruissellement et par débordement

Pour déterminer la fréquence des inondations dans la partie wallonne du DH de la Seine, les données issues du fond des calamités depuis 1969 (date de création du fond) ont été analysées.

L'analyse des données a permis de conclure que 74% des communes wallonnes ont subi 3 à 4 inondations qualifiées de calamité publique, soit une fréquence de 11 ans. Les données sur cette même période indiquent également que 13% des communes wallonnes ont été

inondées au moins 7 fois soit une fréquence de 6 ans. Dans le DH de la Seine, 7 calamités publiques de type « inondation » ont été reconnues sur la commune de Chimay et 4 sur celle de Momignies.

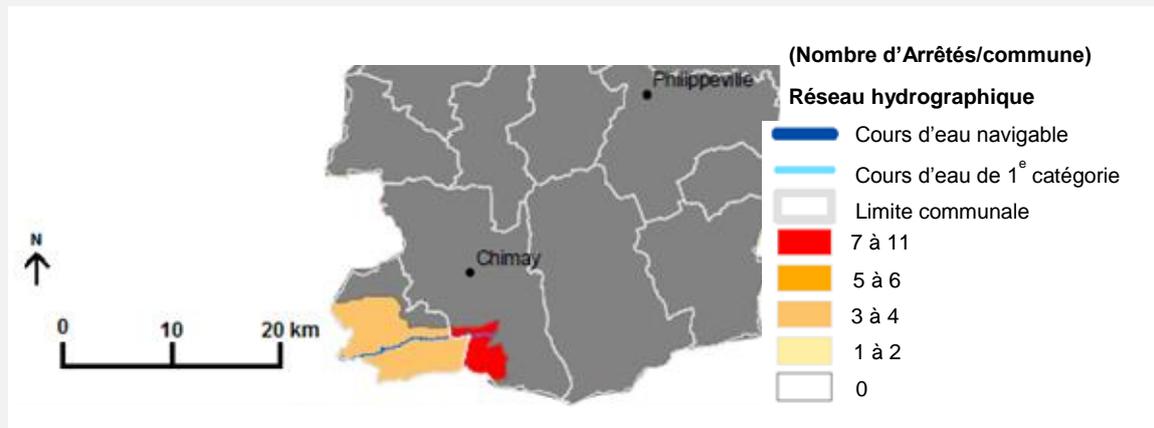


Figure 3 : Communes wallonnes reprises dans un Arrêté royal ou du Gouvernement wallon considérant comme une calamité publique les dégâts provoqués par les inondations (Source: fond des calamités, 2014)

3.2 Causes

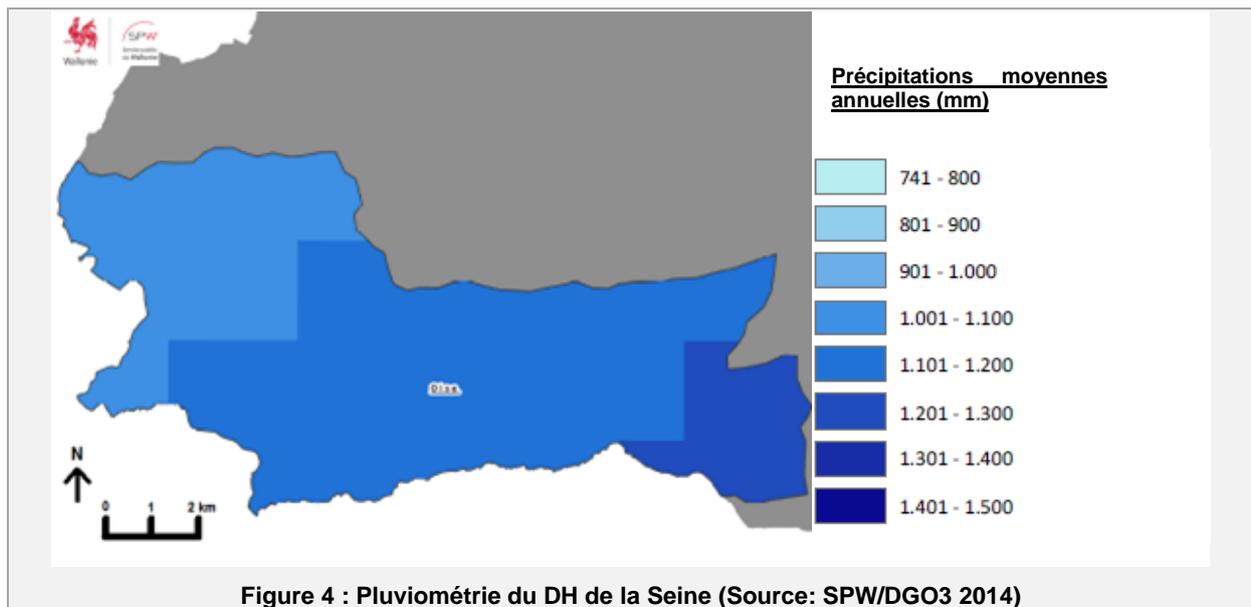
3.2.1 Pluviométrie-climat

Les inondations trouvent leur origine dans les précipitations au sens large (pluie, neige, grêle, etc.) qui sont caractérisées par une intensité et une durée.

Le DH de la Seine est caractérisé par un climat tempéré océanique. La température moyenne observée est de 9 °C avec des températures plus élevées durant les mois d'été (moyenne mensuelle de 17 °C en juillet) et plus basses en hiver (moyenne mensuelle de 2 °C en janvier). Les précipitations moyennes sont quant à elles de 1.130 mm/an ou 94 mm/mois sur la période comprise entre 1981 et 2010. A titre de comparaison, les précipitations moyennes sont de 71 mm/mois sur la même période à la station d'Uccle (station représentative du climat moyen en Belgique). Sur une année, la répartition des précipitations sur le DH de la Seine est plus ou moins homogène avec des maxima en hiver (moyenne mensuelle de 120 mm en décembre) et des minima au printemps (moyenne mensuelle de 71 mm en avril).

La distribution des précipitations sur le DH de la Seine dépend de l'altitude et de la distance à la mer. Comme illustré à la Figure 4, les précipitations sont légèrement plus élevées dans la partie extrême est du DH de la Seine (1.200 à 1.300 mm/an).

Le DH de la Seine est caractérisé par deux saisons hydrologiques, l'une de basses eaux de juin à septembre et l'autre de hautes eaux pendant la saison froide de décembre à mars. La fonte des neiges ne participe que très faiblement à l'écoulement total, en raison de sa très faible occurrence, vu les faibles altitudes du DH de la Seine par rapport à d'autres régions plus montagneuses en Europe.



3.2.2 Réseau hydrographique

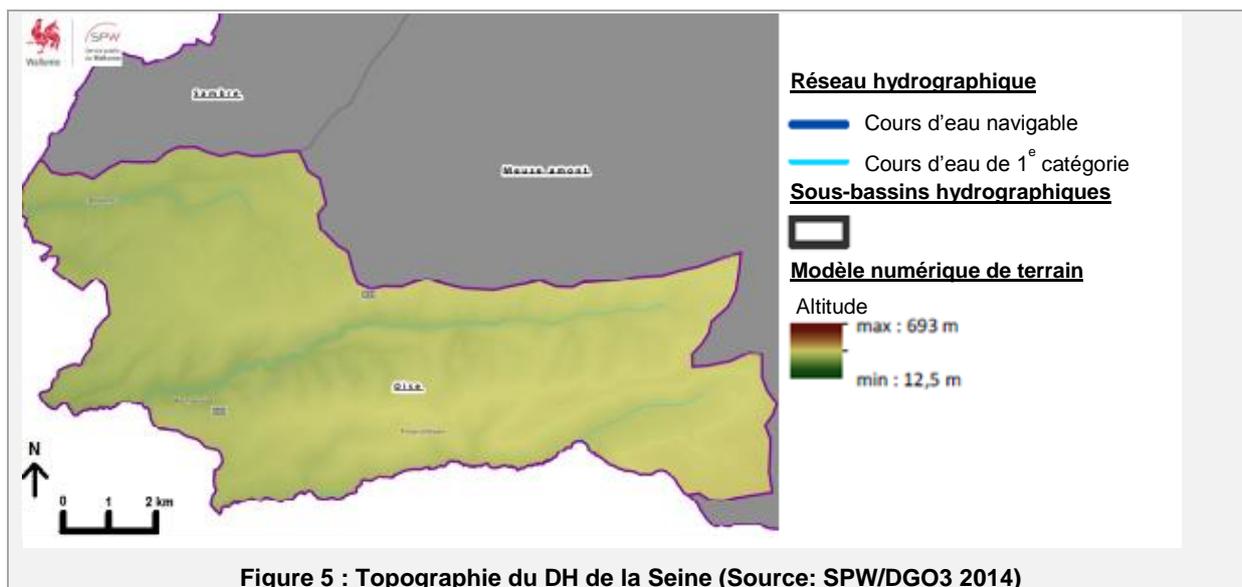
Le réseau hydrographique est formé d'un cours d'eau principal et de ses affluents. Les caractéristiques de l'écoulement de l'eau dans le réseau hydrographique dépendent de la pente, de la géométrie du lit mineur et majeur, et de la rugosité du lit et des berges du cours d'eau. Ces propriétés physiques influencent la capacité d'écoulement d'un cours d'eau et donc son potentiel à occuper le lit majeur lors de crue. Notons que l'aménagement des cours d'eau et les modifications apportées à leur morphologie (rectification du linéaire, construction d'ouvrages d'art, canalisation...) sont également susceptibles de modifier le régime des eaux.

La combinaison entre les aléas météorologiques et les caractéristiques des bassins versant et des cours d'eau détermine donc le risque naturel d'inondation par débordement.

Le réseau hydrographique de la Seine est composé d'un seul sous-bassin en Wallonie : l'Oise. Ce dernier est caractérisé par un relief doux de plateau ondulé, légèrement incliné vers l'ouest (Figure 5).

L'Oise, principal cours d'eau du district, est caractérisée par une pente moyenne moins propice au phénomène de débordement et à l'expansion des crues dans la plaine alluviale.

Au niveau hydrologique, le débit moyen annuel mesuré à Hirson en France est de 5 m³/s. En période de crue, le débit peut être 10 fois plus important (51 m³/s). En période d'étiage, le débit est 5 fois moins important (1 m³/s). Le débit de l'Oise peut donc fortement varier d'une période à l'autre.

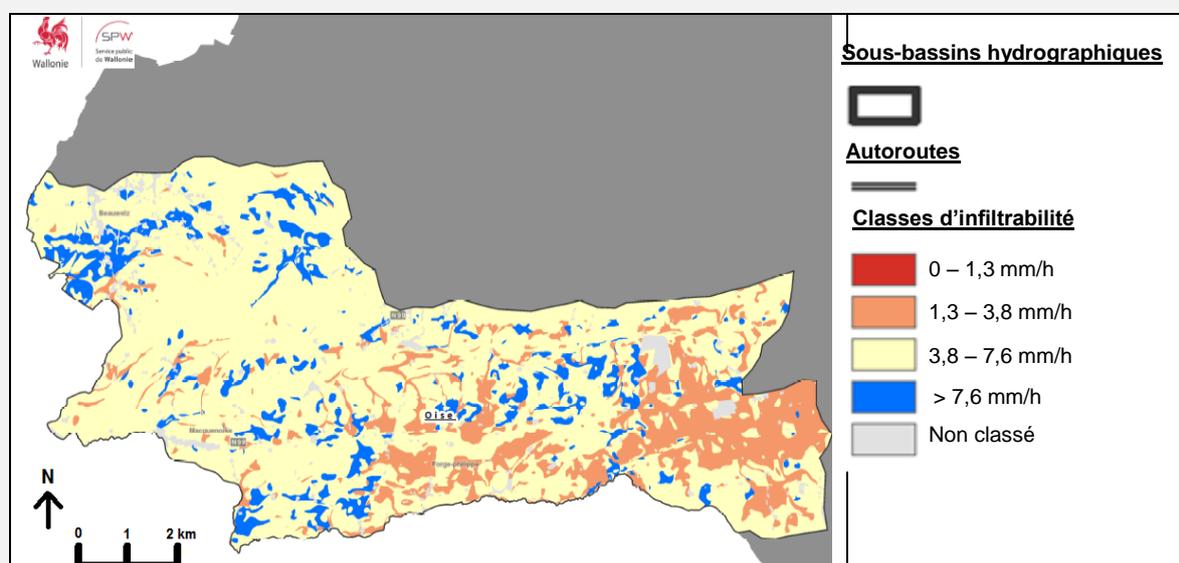


3.2.3 Sols et sous-sols

3.2.3.1 Capacité d'infiltration

L'influence du sol et du sous-sol sur le risque d'inondation est étroitement corrélé avec la capacité d'absorption des précipitations et donc à contrario avec la production de ruissellement.

Les sols wallons sont regroupés suivant leur vitesse limite d'infiltration (Figure 6).



Pour la majorité du district considéré, les sols sont repris sous la catégorie « taux modéré d'infiltrabilité » (70 % du DH dans la classe d'infiltrabilité allant de 3,8 à 7,6 mm/h).

Les zones présentant des hauts taux d'infiltrabilité (classe d'infiltrabilité supérieure à 7,6 mm/h) représentent 9 % de la surface du DH de la Seine et sont dispersées au sein du district.

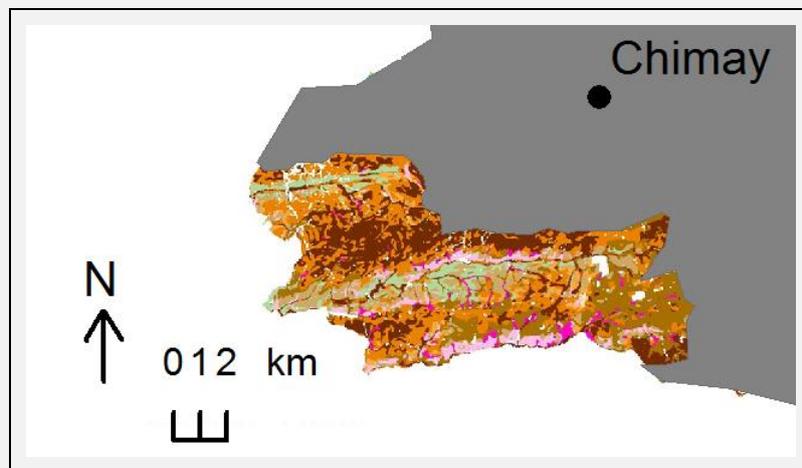
Les zones les plus sensibles aux inondations vis-à-vis de leurs faibles taux d'infiltrabilité sont situées à l'est du district (21 % du DH dans les classes d'infiltrabilité inférieure à 3,8 mm/h).

L'infiltrabilité des sols est déterminée par différents facteurs comme la nature du sol et du sous-sol, l'érosion hydrique et certaines causes humaines comme l'exploitation de carrières et l'artificialisation des sols (voir urbanisme – aménagement du territoire).

3.2.3.2 Nature du sol et du sous-sol

Certains sols sont sensibles aux phénomènes de fortes pluies car leur drainage naturel n'est pas favorable pour diverses raisons comme la texture, la structure et la teneur en matières organiques du sol ou par la proximité du substrat rocheux par rapport à la surface du sol.

La carte des sols du DH de la Seine et leurs capacités de drainage sont présentées à la Figure 7.



	Sols tourbeux ou tourbières
	Sols sableux ou limono-sableux à drainage naturel excessif ou légèrement excessif
	Sols sableux ou limono-sableux à drainage naturel principalement modéré ou imparfait
	Sols sablo-limoneux à drainage naturel principalement favorable
	Sols sablo-limoneux à drainage naturel principalement modéré ou imparfait
	Sols limoneux à drainage naturel favorable
	Sols limoneux à drainage naturel modéré ou imparfait
	Sols limoneux à drainage naturel assez pauvre à très pauvre
	Sols argileux à drainage naturel favorable à imparfait
	Sols argileux à drainage naturel assez pauvre à très pauvre
	Sols limoneux peu caillouteux à drainage naturel favorable
	Sols limoneux peu caillouteux à drainage naturel favorable principalement modéré à assez pauvre
	Sols limono-caillouteux à charge schisto-phylladeuse et à drainage naturel quasi-exclusivement favorable
	Sols limono-caillouteux à charge schisto-gréseuse ou gréseuse et à drainage naturel favorable
	Sols limono-caillouteux à charge schisto-gréseuse ou gréseuse et à drainage naturel modéré à assez pauvre
	Sols limono-caillouteux à charge schisteuse et à drainage naturel principalement favorable
	Sols limono-caillouteux à charge psammitique ou schisto-psammitique et à drainage naturel principalement favorable
	Sols limono-caillouteux à charge calcaire ou contenant du calcaire et à drainage naturel quasi-exclusivement favorable
	Sols limono-caillouteux à charge de silexite ou de gravier ou de conglomérat et à drainage naturel principalement favorable
	Sols limono-caillouteux à charge de grès calcaire ou de grès argilo-calcaire et à drainage naturel favorable à imparfait
	Sols limono-caillouteux à charge crayeuse et à drainage naturel favorable
	Regroupement de complexes de sols de textures différentes ou sur fortes pentes et de sols de fonds de vallons limoneux ou rocailloux
	Sols artificiels ou non cartographiés

Figure 7 : Carte numérique des sols de Wallonie (Source: <http://cartopro3.wallonie.be/CIGALE>)

Le DH de la Seine présente une variété de sols avec des catégories de drainage divers. La majorité des sols situés dans le DH sont des sols limoneux ou limoneux peu caillouteux à drainage naturel variant de modéré à très pauvre. La partie centrale du DH (le long de l'Oise) ainsi qu'une partie des terrains situés au sud du DH sont constituées de sols à drainage naturel favorable (sol limoneux peu caillouteux, ou limono-caillouteux à charge schisto-gréseuse ou gréseuse).

3.2.3.3 Eaux souterraines

L'apport d'eau dans le réseau hydrographique dépend également de la contribution des aquifères recensés dans le bassin versant. Les nappes à faible capacité de stockage ou à circulation rapide (influence de la perméabilité et la porosité de la roche) possèdent une plus grande réactivité aux phénomènes pluvieux et peuvent donc contribuer plus rapidement aux phénomènes de crues dans le réseau hydrographique.

Dans le DH de la Seine, il n'y a qu'une masse d'eau souterraine : celle du massif schisto-gréseux de l'Ardenne qui ne renferme pas de véritable aquifère. Des nappes superficielles libres et peu profondes sont toutefois logées dans le manteau d'altération. A plus grande profondeur, des nappes peuvent être contenues dans les bancs fissurés de grès, de quartzites et de quartzophyllades, et dans les zones de failles. Ces nappes sont généralement individualisés et captives, vu la présence d'une couverture imperméable. D'une manière générale, l'eau circule assez rapidement au sein de ces deux types d'aquifères et se dirige plus rapidement vers l'exutoire. Cependant seules les nappes superficielles peuvent avoir une influence sur les phénomènes de crues dans le SBH.

3.2.3.4 Erosion hydrique des sols

L'érosion hydrique correspond au détachement et au transport des particules de terre sous l'action de la pluie et du ruissellement. L'érosion dépend notamment du mode d'organisation des particules constitutives du sol (structure, capacité d'infiltration), mais aussi de l'intensité des forces qui lient ces éléments entre eux (stabilité structure et/ou cohésion). Néanmoins ces deux aspects sont étroitement liés car une faible stabilité structurale peut par exemple être la cause d'une rapide dégradation de la capacité d'infiltration lors d'une averse.

L'érosion hydrique est liée également à des facteurs non intrinsèques aux sols à savoir : l'intensité des pluies, la pente du terrain et le type de revêtement ou de culture en place, etc. La déstructuration des sols induite par l'érosion (sous l'action des pluies et du ruissellement) les rendent plus sensibles au risque d'inondation.

Bien qu'il s'agisse d'un phénomène naturel, certaines actions humaines peuvent amplifier (suppression des haies, talus et fossés, tassements liés aux engins agricoles, etc.) ou diminuer (couvertures herbeuses hivernales, travail du sol, assolement, résidus de cultures etc.) le risque d'érosion.

La Figure 8 illustre les indices d'érosion effective pour les sols du DH de la Seine. Cette carte est établie sur base de plusieurs facteurs à savoir : l'érosivité des pluies, la sensibilité du sol à l'érosion hydrique, la topographie (en particulier la longueur et l'inclinaison des pentes), les successions culturales (2007 à 2009), la profondeur des sols et la charge caillouteuse de ceux-ci.

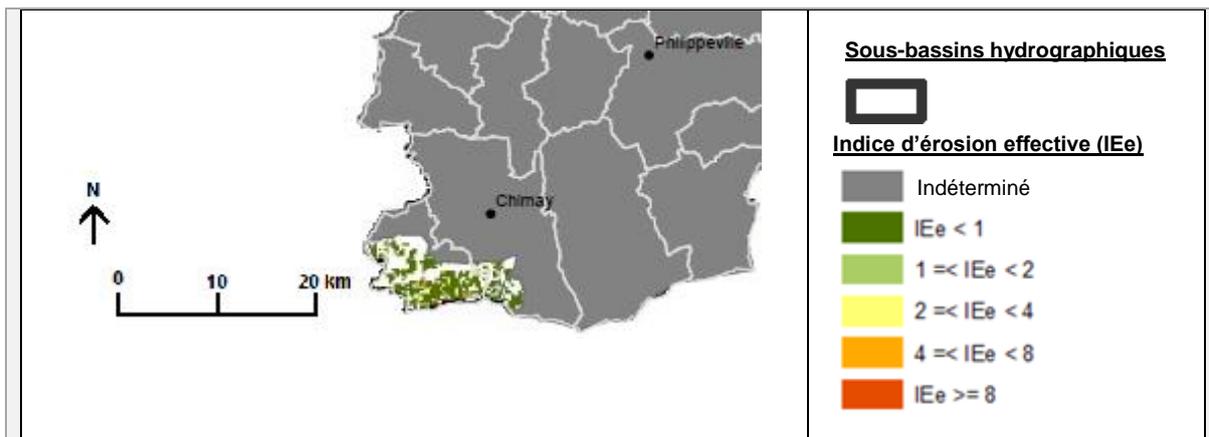


Figure 8 : Cartographie des indices d'érosion effective (Source : www.giser.be)

La majorité des parcelles du DH de la Seine sont caractérisées par des risques d'érosion assez faibles (indice compris entre 0 et 2). En effet, l'ensemble du district est caractérisé par des prés et prairies contrairement par exemple avec le nord-ouest de la Wallonie où des cultures, plus défavorables en matière d'érosion (betterave, pomme de terre, maïs), sont présentes. Par endroit, on retrouve néanmoins quelques parcelles présentant des risques d'érosion plus élevés (indice entre 2 et 8). Rappelons aussi qu'aucun point noir lié au ruissellement n'a été recensé dans ce DH (voir 3.1.2.2.).

3.3 Facteurs aggravants

3.3.1 Sols et sous-sols

3.3.1.1 Exploitation du sous-sol

Les carrières et gravières peuvent être à l'origine de perturbation d'écoulement naturel des eaux. Les zones alluvionnaires sont plus sensibles à ces activités car elles comportent bien souvent des aquifères dont les capacités de réservoir et de régulateur hydraulique peuvent être détériorées par l'exploitation des granulats. Les carrières en bordure de cours d'eau sont également susceptibles d'y évacuer des rejets chargés en sédiments ou en résidus de production avec tous les risques que cela engendre (voir point 3.1.1 « Apport excédentaire de sédiments »). La mise à nus des terrains augmente également le risque d'érosion hydrique.

En Wallonie au plan de secteur, la zone d'extraction porte sur une superficie totale de 14 691 hectares en 2011. Environ 60 % de cette affectation sont occupés par des terres artificialisées et le reste - potentiellement disponible sous réserve de législations ou recommandations plus restrictives (zones inondables, sites Natura 2000) - se répartit en terres agricoles (28 %), forêts et milieux semi-naturels (11 %) et surfaces en eau (1 %).

Les anciennes activités minières près des cours d'eau peuvent également être un facteur aggravant pour les inondations à cause des affaissements de terrains qu'elles peuvent engendrer.

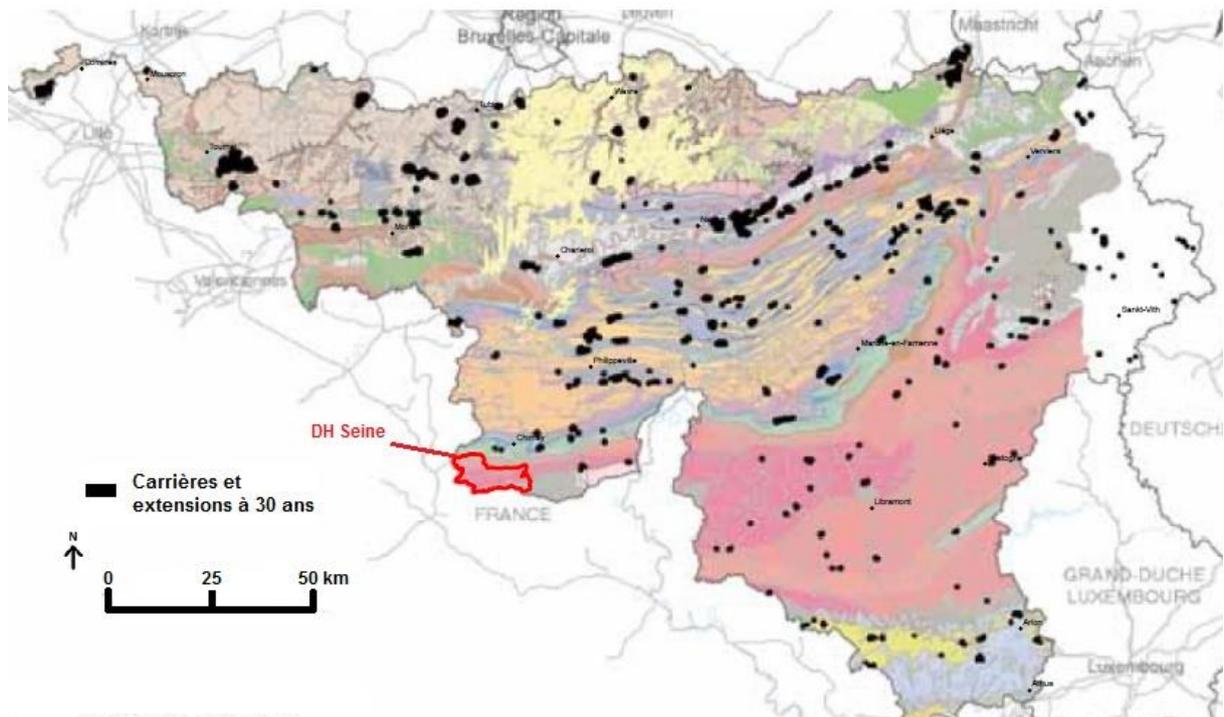


Figure 9 : Localisation des carrières et extensions envisageables à trente ans (Source: http://cpdt.wallonie.be/sites/default/files/pdf/dt2_secteur_7.pdf)

Aucune carrière n'est présente dans le DH de la Seine.

3.3.2 Urbanisme – aménagement du territoire

L'urbanisation est généralement un facteur accentuant les phénomènes d'inondations pour les raisons suivantes :

- le taux d'imperméabilisation en zone résidentielle est d'environ 10% par rapport à la surface totale des parcelles. Ce taux peut atteindre 60-70% en zone urbaine à forte densité ou dans certains zonings. Ces taux d'imperméabilisation élevés en zones urbanisées augmentent le ruissellement et/ou tendent à accélérer l'eau qui s'écoule vers l'aval, influençant ainsi les pics de débits et les probabilités de débordement des cours d'eau ;
- Le développement territorial dans le lit majeur des cours d'eau (urbanisation, remblais, constructions diverses) limitent les zones d'expansion de crue, renforçant ainsi les ruissellements et les débordements ;
- Certains systèmes d'évacuation d'eaux (fossés, égouts) souffrent d'un manque d'entretien et peuvent conduire à la formation d'embâcles ou de sédimentation, entraînant des phénomènes d'inondation ;
- Sur certains cours d'eau, plusieurs équipements et/ou aménagements anthropiques existants sont inappropriés et peuvent également accentuer ces phénomènes (voûtement de cours d'eau, reprofilage de ruisseaux...) ;
- La législation urbanistique en vigueur n'est pas suffisamment adaptée pour encadrer correctement les aménagements urbanistiques projetés dans les zones sensibles aux inondations.

Le DH de la Seine est occupé majoritairement par des terres agricoles (58%), des forêts et des milieux semi-naturels (36%). Le reste du territoire correspond à des zones artificialisées (5 %) et à des zones d'eaux continentales ou des zones humides (1%).

De manière générale, l'artificialisation est un phénomène qui n'a cessé de prendre de l'ampleur ces dernières décennies avec une urbanisation croissante depuis l'après-guerre et un réseau routier dont la longueur n'a cessé d'augmenter. Ce phénomène est cependant peu observable dans le DH de la Seine où le paysage est dominé par des prairies et des forêts. L'habitat y est plutôt peu présent.

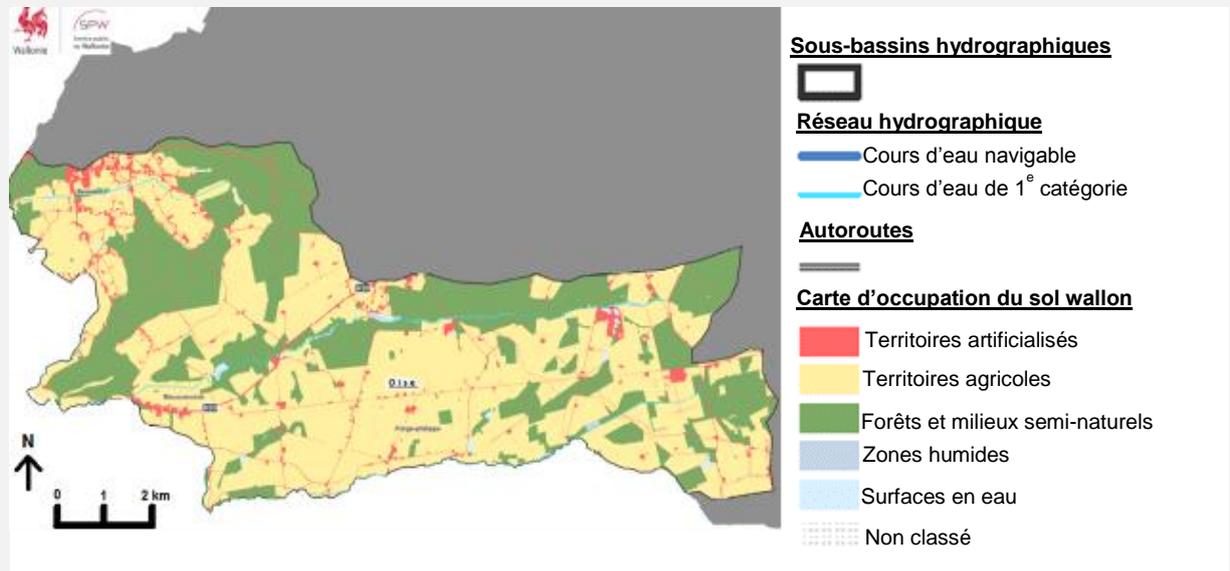


Figure 10 : Carte d'occupation du sol du DH de la Seine – niveau 1 – éd. 2007 (Source: SPW/DGO3 2014)

3.3.3 Pratiques agricoles

Les pratiques agricoles ont une influence sur les sols et donc indirectement sur leur capacité de rétention d'eau et sur le ruissellement.



Figure 11 : Schémas explicatifs de l'influence des pratiques agricoles sur le ruissellement. (Source : inspiré de l'étude ENSEIHT sur la sécheresse en Ile-et-Vilaine)

A l'échelle de la parcelle, les effets sont :

- La **modification de la couverture des sols** : les parcelles de prairies permanentes, comme celles mises en place progressivement au cours de l'automne et de l'hiver (céréales et colza), sont davantage protectrices des sols (meilleure couverture des sols en hiver qui ralentit une partie du ruissellement) que les cultures annuelles sarclées (betteraves sucrières et maïs) semées au printemps et à faible densité de couverture.

- **L'ameublissement des sols** : ce phénomène est dû aux pratiques agricoles qui entraînent une forte macro porosité et augmentent instantanément la capacité d'infiltration. Le travail du sol modifie également la rugosité de la surface qui détermine la capacité de stockage d'eau du sol. S'il est trop fréquent, l'ameublissement peut provoquer la formation de terre fine, et donc la diminution de la stabilité du sol.
- **Le compactage des sols** : le passage d'engins agricoles dans les parcelles a pour effet de compacter le sol. Ce phénomène diminue la capacité d'infiltration de la couche compactée augmentant ainsi le ruissellement de surface. Les traces d'engins peuvent également canaliser le ruissellement, contribuant à l'aggravation du ruissellement vers l'aval.

A l'échelle du bassin versant :

- **Les remembrements** conduisent à désorganiser les cheminements de ruissellement concentrés (fossés, talus, haies, terrasses détruits ou abandonnés). En effet, ils nécessitent la destruction du bocage pour redistribuer les parcelles et créer les chemins d'accès. De plus, les remembrements tendent vers la monoculture sur de grandes parcelles.
- **La modification des pratiques culturales** : les cultures se développent au profit de l'élevage qui se raréfie. De plus, l'élevage à l'herbe décline par rapport aux techniques d'élevage hors sol. On observe donc un net recul des surfaces en herbage au profit des terres labourables.

Les terres agricoles représentent 58% du DH de la Seine, et les forêts et milieux naturels environ 36%. Les Ardennes belges constituent la troisième région agricole de la Wallonie en superficie, et les terres agricoles sont constituées à 90% de prairies et de prés. Le complément est des cultures de céréales et de fourrages, ainsi qu'un peu d'élevage bovin. Pour rappel, aucun point noir de ruissellement agricole recensé dans le district de la Seine.

3.4 Conséquences

3.4.1 Eaux de surfaces, eaux souterraines, sols et sous-sols

3.4.1.1 Accentuation des phénomènes d'érosion

Les inondations rapides liées au ruissellement amplifient les phénomènes d'érosion des sols par l'augmentation de la vitesse d'écoulement des eaux et par une mobilisation accrue de sédiments et de charge caillouteuse. L'intensité des événements pluvieux et l'accentuation de l'érosion qui en découle peuvent engendrer d'importantes coulées de boues avec des dégâts conséquents sur les parcelles agricoles ou dans les zones urbaines.

L'érosion des berges liée à un fort débit qui emporte les éléments solides constituant ces berges est susceptible de modifier le tracé des écoulements. Les installations proches des cours d'eau peuvent être menacées, endommagées, voire détruites, par le déplacement du cours d'eau. Dans les cas les plus extrêmes, l'érosion des berges peut entraîner des mouvements de terrains.

Comme les autres DH de Wallonie, le DH de la Seine est concerné par l'Arrêté du Gouvernement wallon du 18 janvier 2007 qui permet en outre de soutenir les communes via l'octroi de subventions pour des aménagements et dispositifs de lutte contre les inondations par coulées de boues.

Néanmoins, aucune inondation par coulée de boue n'a été recensée dans ce DH comme le confirme l'absence de points noirs liés au ruissellement (3.1.2.2.).

3.4.1.2 Apport excédentaire de sédiments

De fortes charges sédimentaires sont mobilisées lors de chaque inondation. Lors de la décrue, les sédiments mobilisés peuvent alors se redéposer dans le lit majeur ou dans le lit mineur du cours d'eau. La charge sédimentaire excédentaire dans le lit mineur peut ensuite entraîner des modifications du niveau d'eau et des variations du tracé du cours d'eau, pouvant s'avérer particulièrement problématique aux abords des traversées urbaines.

Les réseaux de collecte d'eaux pluviales et les aménagements de lutte contre les inondations (bassin de rétention, digues etc.) sont également susceptibles de réceptionner ces dépôts sédimentaires, entraînant une baisse de leur efficacité de rétention ou d'évacuation.

3.4.1.3 Pollutions des sols, des eaux de surface et souterraines

Les inondations par ruissellement et/ou débordement entraînent avec elles différents polluants accumulés sur leur parcours (polluant des sols contaminés, fuites des réservoirs d'hydrocarbures, dépôts de déchets des sites industriels et stations d'épuration, décharges publiques, débordement des réseaux d'eaux usagées, etc.). Cette dispersion de la pollution est susceptible de contaminer des écosystèmes initialement sains et dégrader l'état des masses d'eau de surface et/ou souterraine.

La dégradation de l'état de la masse d'eau peut également provenir de la mise en suspension de sédiments pollués lors des crues. En Wallonie, les voies navigable et non navigables sont le siège d'une forte sédimentation liée à leur faible relief et à un apport important de matières en suspension d'origine naturelle (érosion hydrique des sols, etc.) ou anthropique (rejets industriels passés et présents, etc.). Notons qu'un réseau de surveillance et de contrôle de la qualité des sédiments des voies navigables et non navigables est présent en Wallonie.

Le nombre de sources de pollutions accidentelles possibles en cas d'inondation pour le DH de la Seine est repris dans le tableau ci-dessous. Il n'y a aucun site Seveso³, ni site EPRTTR situé en zone inondable. Deux stations d'épuration sont recensées en zone inondable pour un temps de retour de 100 ans et 3 stations concernées par un scénario d'inondation extrême. En effet, les stations d'épuration sont fréquemment localisées dans les zones avec une altitude basses. Ces sites possèdent en général de protections supplémentaires contre les inondations s'ils sont situés dans des zones à risques.

Nombre de sites polluants situés en ZI	T025	T050	T100	T ext
Sites EPRTTR	0	0	0	0
Sites Seveso	0	0	0	0
Sites PASH (stations d'épuration)	0	0	2	3

Figure 12 : Sites EPRTTR, Seveso et stations d'épuration situés en zone inondable dans le district de la Seine, pour des temps de retour de 25, 50, 100 ans et extrême.

Par ailleurs, le PGDH mis en œuvre dans le cadre de la Directive Cadre sur l'Eau est également présent pour ce DH en vue de lutter contre les pollutions des sols, des eaux de surface et des eaux souterraines en cas d'inondations. Il a toutefois une portée plus globale car il a pour objet de se prémunir et de réduire la pollution de l'eau, de promouvoir son utilisation durable, de protéger l'environnement et d'améliorer l'état des écosystèmes aquatiques.

³ Seveso : Directive 2012/18/UE dite « Seveso III »

3.4.2 Santé humaine

Les inondations peuvent avoir diverses conséquences sur la santé humaine.

La plus dramatique est le décès de personnes que ce soit par noyade ou par accidents liés à la situation de crise (chutes, électrocutions, etc.). Le risque de noyade sera d'autant plus élevé que les hauteurs et les vitesses de submersion sont importantes et que les inondations se produisent dans un environnement où les personnes ne possèdent pas de refuge ou protection. Notons par ailleurs que les services de secours intervenant lors des inondations (ex : Protection civile, pompiers, etc.) sont également susceptibles d'être impactés.

Les impacts des inondations peuvent aussi être d'ordre psychologique. Ainsi, les personnes qui ont subi une inondation peuvent être sujettes à des troubles du sommeil, voire des dépressions, par exemple suite à la perte d'un logement.

Les inondations peuvent également entraîner des dysfonctionnements des services publics (hôpitaux, distribution d'eau potable, etc.) qui auront potentiellement un impact sur la santé humaine.

Enfin, en situation de post-crise, il peut y avoir un risque pour la santé humaine à cause, par exemple, de cadavres d'animaux qui n'auraient pas été pris en charge ou de problèmes d'assainissement (refoulement des eaux usées, coulées de boues). Ces facteurs sont à éliminer le plus vite possible pour éviter des conséquences sanitaires (maladie, développement des nuisibles ou de moisissures).

Dans le DH de la Seine, aucun décès par noyade suite aux inondations n'a, à priori, été identifié. Il y a par contre eu deux décès par noyade du côté français lors des inondations de 1993 (deux gendarmes noyés à Attigny).

Comme notifié ci-avant, les inondations peuvent aussi entraîner une pollution des eaux de distribution. Pour pallier à l'absence d'eau potable, des berlingots d'eau sont alors distribués à la population mais aucune action de ce genre n'a été rendue nécessaire dans le DH de la Seine.

Par ailleurs, dans le DH de la Seine, aucune personne ne réside dans des zones d'inondation fréquentes (établies avec un temps de retour de 25 ans) sur les 2.794 habitants que compte le district. Le nombre de personnes potentiellement touchées par une inondation est par contre de 68 lorsqu'on considère un scénario d'inondations moins fréquent (T100). Au-delà de ces valeurs, il ressort que les zones inondables dans le DH de la Seine sont peu habitées.

3.4.3 Faune, flore et biodiversité

Les inondations peuvent avoir des conséquences irréversibles sur la biodiversité, notamment sur les espèces n'ayant aucune tolérance au recouvrement de l'eau. Selon la fréquence, la durée et la quantité d'eau, les inondations provoquent majoritairement la destruction des habitats, la fragmentation des corridors et la mortalité d'espèces.

Les inondations peuvent avoir également des conséquences indirectes sur la biodiversité, au travers notamment des effets sur :

- **Les continuités écologiques** : les inondations ont pour effet de retravailler les milieux naturels. En effet, la destruction d'habitats au sein d'un corridor favorise la fragmentation ;
- **Les terres agricoles inondées**, le retrait de l'eau, en temps de décrue, emporte une partie des produits chimiques et fertilisants utilisés pour la croissance des plantations. Ces substances se retrouvent ensuite dans les lacs et rivières en aval du cours d'eau sujet à débordement, générant des dégâts potentiels sur la faune et la flore. Après la décrue, les résidus de sédiments sur le lit des rivières concernées, peuvent également dérégler des écosystèmes parfois fragiles.

- **La propagation des espèces invasives** peut se réaliser soit par flottaison des graines, des fragments de rhizomes ou de tiges (quand ceux-ci sont adaptés – hydrochorie), soit par la facilité de colonisation accrue suite à l'état de dégradation du milieu après la décrue.

La dégradation de la qualité de l'eau, due à un apport excessif de matières organiques (les inondations entraînant le transport de matières en suspension) favorisent le comblement du lit des cours d'eau et indirectement le colmatage des frayères (les œufs asphyxiés finissent par mourir).

Notons toutefois que les inondations ne sont pas que destructrices. Celles-ci peuvent également constituer un processus naturel positif permettant le maintien des écosystèmes et le support de la vie, notamment dans les lacs et les zones humides.

Environ 40% du sous-bassin Oise est en forêts et milieux semi-naturels. Les affluents de la Seine comme l'Oise sont réputés salmonicole.

Le risque inondation est faible dans le DH de la Seine. Les zones éventuellement touchées sont à faible enjeu écologique; il s'agit essentiellement surtout de prairies permanentes (74%). Certaines prairies peuvent supporter l'inondation, leur biodiversité est dans ce cas inféodée à l'eau (prairies humides).

3.4.4 Paysages

Les plaines inondables et les zones humides sont des milieux originaux où les terrains sont submergés pendant des crues de fréquences variables. Ces paysages naturels présentent alors de fortes spécificités, l'eau étant ici un facteur essentiel de leur organisation et évolution. L'abondance de l'eau s'exprime aussi dans les paysages par la présence d'éléments naturels "marqueurs" récurrents, tels que les marais, les prairies humides ou encore les boisements hygrophiles.

Les eaux en crues modifient le lit du cours d'eau et par conséquent le paysage : végétation altérée, dépôts de sédiments etc.

Le paysage du DH de la Seine est dominé par des prairies et de zones boisées.

3.4.5 Urbanisme

Les conséquences des inondations sur l'urbanisme sont doubles. D'une part, le risque d'inondation influence la constructibilité d'un terrain. Cette influence peut aller de la nécessité de prendre des mesures particulières (par exemple surélever le rez-de-chaussée habitable et interdire de construire des caves) dans le cas d'un terrain sujet à des risques modérés d'inondation jusqu'à l'évitement de construire dans des zones où le risque d'inondation est trop important. D'autre part, les inondations engendrent souvent des dommages (dégradations) sur le patrimoine bâti et les infrastructures. Les dommages causés nécessitent alors des opérations de nettoyage et de restauration dont les coûts peuvent être très élevés.

Dans le DH de la Seine, 0,14 km² - soit environ 5% des territoires artificialisés, sont repris en zone inondable avec un temps de retour de 100 ans. Si on considère un temps de retour de 25 ans, aucun territoire artificialisé ne se trouve en zone inondable.

3.4.6 Economie

Les inondations peuvent influencer les activités économiques de la région en diminuant la fréquentation touristique ou en empêchant certains commerces ou entreprises d'ouvrir, par exemple. Par ailleurs, les dégâts causés par les inondations engendrent des coûts directs liés aux opérations de nettoyage et de réparation. Que ces coûts soient pris en charge par les individus ayant subis le préjudice, par les assurances, par les autorités locales ou par le fond des calamités, ils représentent un coût pour la société dans son ensemble.

Les inondations font partie des catastrophes naturelles les plus fréquentes et les plus dommageables, en termes de victimes et de dégâts. Le coût des dommages causés par les inondations en Europe est estimé à environ 4,9 milliards d'euros par an en moyenne sur la période 2000-2012⁴.

Le DH de la Seine est caractérisé par une prédominance des terrains agricoles, dont la très large majorité de prés et prairies, et de forêts et milieux à végétation arbustive et/ou herbacée. Il en découle un faible risque d'inondation. Les zones éventuellement touchées sont à faible enjeu économique, essentiellement des prairies permanentes à pâturage qui peuvent supporter l'inondation. Les pertes économiques ne sont donc pas significatives.

3.4.7 Patrimoine culturel, architectural et archéologique

Les inondations peuvent endommager, voire détruire, des bâtiments historiques, des infrastructures, des paysages culturels, des jardins et, dans certains cas aussi, le patrimoine culturel mobilier.

Les vestiges archéologiques enterrés dans le sol peuvent être perdus suite aux modifications stratigraphiques après des inondations répétées.

L'humidité consécutive aux inondations favorise la croissance de micro-organismes agressifs tels que les moisissures et champignons, et l'apparition de tâches.

Les glissements de terrain et phénomènes similaires (coulées de boue, coulées torrentielles, éboulements), déclenchés par de fortes pluies et accompagnant parfois des inondations, peuvent occasionner des pertes aux biens historiques et au patrimoine architectural et sont généralement irréparables.

Il n'y a pas de patrimoine culturel implanté en zone de risque d'inondation moyen à élevé.

3.4.8 Agriculture

Les coûts des dommages consécutifs aux inondations par ruissellement sont supportés par différents acteurs, notamment les agriculteurs, qui subissent des pertes de rendement (liées à la perte de terres superficielles de qualité) et consentent des dépenses supplémentaires pour pallier au problème.

En effet, l'inondation des terres cultivables retarde les travaux aux champs et met en péril les semis (obligation de repousser l'ensemencement), générant une perte de revenus pour les agriculteurs. Les fortes précipitations peuvent provoquer des coulées de boues, ayant pour conséquence :

- Le déracinement des cultures ;
- Les pertes de terre et la réduction de la profondeur du sol explorable par les racines ;
- Les pertes d'éléments nutritifs et de matière organique rendant le sol moins fertile à long terme ;
- La dégradation de la parcelle et des talus en bordure par des ravines et des rigoles.

Le nettoyage et la réparation des infrastructures de drainage est également souvent nécessaire après une crue. Finalement, la nécessité de mettre en place un plan d'évacuation des troupeaux d'élevage peut aussi se présenter.

L'agriculture représentant 45 % du territoire wallon et la sécurité d'approvisionnement alimentaire constituant un enjeu majeur de l'aménagement du territoire wallon (SDER), les pertes agricoles dues aux inondations peuvent donc avoir d'importantes conséquences économiques.

⁴ Jongman B. *et al.* (2014). Increasing stress on disaster-risk finance due to large floods, Nature Climate Change.

Le risque inondation est faible de manière globale dans le DH de la Seine. Les zones éventuellement touchées sont de type prairies permanentes (74%) à pâturage qui peuvent supporter plus facilement l'inondation. Les pertes agricoles ne sont donc pas significatives.

3.5 Synthèse et hiérarchisation des enjeux

La synthèse de l'analyse de l'état initial vise à faire ressortir les enjeux du PGRI et à identifier les composantes de l'environnement les plus vulnérables, les principaux facteurs d'influence et les interactions entre les différents éléments.

La hiérarchisation des enjeux du PGRI est établie sur base de deux critères. En ce qui concerne les thématiques influençant les inondations (causes), les critères suivants sont d'application :

- L'implication plus ou moins forte du facteur sur la fréquence et l'intensité des inondations ;
- L'influence potentielle sur ce facteur à un coût raisonnable.

Thématique	Caractéristiques	Niveau d'enjeu
Pluviométrie	Précipitation plus élevées par rapport aux moyennes régionale et du DH.	Modéré
Réseau hydrographique	Pentes moyennes moins propice au phénomène de débordement.	Faible
Sols	Faibles taux d'infiltrabilité à l'est du DH. Majorité de sols à drainage naturel variant de modéré à très pauvre.	Faible
	Présence de nappes individualisées et captives, propices à la circulation de l'eau et son acheminement rapide vers l'exutoire.	Faible
Urbanisme	Augmentation de l'urbanisation et du taux d'imperméabilisation.	Faible
Agriculture	Modification des pratiques culturales au profit des terres labourables.	Modéré

Pareillement, les enjeux vis-à-vis des conséquences sont hiérarchisés sur base de deux critères :

- L'importance des dommages causés par les inondations ;
- Le potentiel de mitigation de ces dommages.

Thématique	Caractéristiques	Niveau d'enjeu
Sols	Accentuation des phénomènes d'érosion	Faible
	Présence de quelques stations d'épurations situées en zone inondable dans le DH générant un risque de pollution accidentelle.	Faible
	Dépôts de sédiments dans les lits mineurs, bassins de rétention, digues, réseaux de collecte etc., provoquant des perturbations de l'écoulement.	Faible
Urbanisme	Dommages (dégradations) sur le patrimoine bâti et les infrastructures, entraînant des coûts de dommages importants.	Faible
Agriculture	Pertes de rendement et dépenses supplémentaires pour pallier au problème des inondations.	Faible
Santé humaine	Très faible densité de population en ZI.	Faible
Faune flore	Proportions importantes de zones naturelles et semi-naturelles, comprenant une faune et une flore riche.	Modéré
Paysage	Modifications du lit du cours d'eau et du paysage	Faible
Economie	Manque à gagner suite à une baisse de la fréquentation touristique ou à la fermeture de commerces et d'entreprises.	Faible
	Coûts des opérations de nettoyage et de réparation des dégâts.	Faible

Les enjeux relatifs aux inondations dans le DH de la Seine sont généralement faibles. De par les superficies importantes de zones naturelles et semi-naturelles, et leur intérêt en termes de biodiversité, la préservation de la faune et la flore locale, notamment via le maintien et la création d'habitats adéquats, constitue un élément central dans la gestion du risque d'inondation dans le DH.

4 ANALYSE DES INCIDENCES

4.1 Introduction

Ce chapitre consiste en l'évaluation des incidences positives et négatives du PGRI, et plus particulièrement de son programme de mesures. Le programme de mesures du PGRI comprend des « mesures globales », ayant une portée régionale, ainsi que des mesures plus spécifiques (mesures « générales » et « locales ») telles que décrites dans les fiches de projet remplies par les gestionnaires (*cf.* Chapitre 2 du Rapport de Phase 1).

Dans le cadre de cette analyse, les différentes mesures ont été rassemblées en 16 catégories, similaires du point de vue de leurs objectifs, avantages et risques pour l'environnement. Ces catégories se rapportent aux quatre étapes du cycle de gestion des inondations : prévention, protection, préparation et gestion de la crise et réparation.

N°	Groupement de mesures	Axe d'action
1	Dispositifs législatif ou réglementaire pour éviter de nouveaux récepteurs de risque	Prévention
2	Amélioration des connaissances	
3	Communication des connaissances	
4	Planification	
5	Mesures techniques	Protection
6	Cartographie	
7	Réduction du ruissellement et de l'érosion	
8	Dispositif législatif et réglementaire pour la mise en place d'outils de protection adéquats	
9	Ouvrages de stockage	Préparation
10	Travaux d'entretien	
11	Prévision & alerte	
12	Planifier l'intervention	
13	Sensibiliser – Préparer	Réparation
14	Collaborations	
15	Réparation individuelle et sociétale	
16	Retour d'expérience	

Les avantages et les risques de chacune de ces catégories sont analysés qualitativement dans une fiche analytique au regard des différentes thématiques environnementales jugées pertinentes dans le cadre du plan gestion, c'est-à-dire, les eaux de surfaces et souterraines, le sol et les sous-sols, la santé humaine, la biodiversité (faune et flore), le paysage, l'agriculture, l'urbanisme et l'aménagement du territoire, les aspects socio-économiques. Seules les thématiques présentant un enjeu pour la catégorie de mesures seront mentionnées dans la fiche d'analyse. Les thématiques non mentionnées dans les fiches sont donc très peu ou non influencées par les mesures concernées.

L'analyse se termine par une synthèse générale des incidences du PGRI permettant de comparer les impacts attendus sur les différentes thématiques environnementales étudiées.

4.2 Analyse des incidences sur l'environnement

4.2.1 Prévention

Le PGRI Seine prévoit 21 mesures globales portant sur la prévention. Celles-ci visent entre autre à :

- Eviter l'installation de nouveaux récepteurs de risque dans les zones inondables par des dispositifs législatifs adéquats et le renforcement des procédures de remises d'avis sur les demandes de permis d'urbanisme ;
- Adapter les récepteurs de risque afin de réduire les conséquences néfastes de l'action des inondations sur les bâtiments par l'octroi de permis d'urbanisme conditionnellement à des aménagements adaptés à chaque situation ou à des refus pour les projets en zones d'aléa d'inondation moyen et élevé ;
- Améliorer les connaissances et promouvoir leur utilisation sur le terrain par le développement ou l'imposition d'études hydrologiques pour déterminer les normes de rejets d'eau pluviale sur des bases fiables, y compris dans le contexte des changements climatiques.

Le PGRI prévoit en outre la mise en œuvre de 2 projets généraux portant sur la prévention. Les projets généraux concernent des mesures réglementaires ou de sensibilisation, mises en place le plus souvent à l'échelle de la commune ou du SBH. Les projets locaux concernent souvent des aménagements ponctuels ou de travaux sur le linéaire de cours d'eau.

Fiche n°1 : Dispositifs législatifs ou réglementaires pour éviter des nouveaux récepteurs de risques / Appliquer de manière ciblée la législation existante

Mesures du PGRI Mesures globales : 1, 2, 4, 6, 8, 5, 25, 3, 37

PREVENTION

Description

La mise en place et/ou l'application des réglementations ou des politiques d'aménagement du territoire permettent de réduire les risques d'inondation. La mise en œuvre ou la modification des dispositifs législatifs ou règlementaires vise principalement à :

- Concevoir des dispositifs contraignants à différents niveaux de pouvoirs (Communes, Provinces, Région) afin d'éviter les projets en zones inondables (ex : dans les Plans Communaux d'Aménagement, imposer des règles urbanistiques contraignantes dans les zones inondables) ;
- S'assurer du respect de la législation, des règlements ou des circulaires existantes (communes, provinces, région) afin d'éviter les nouveaux projets en zones inondables (ex : au niveau communal, solliciter systématiquement un avis sur le risque d'inondation par débordement ou ruissellement) ; Favoriser, promouvoir et intégrer les bonnes pratiques de la gestion des eaux pluviales dans l'aménagement du territoire (ex : favoriser l'infiltration des eaux pluviales au niveau d'un nouveau lotissement) ;
- S'assurer que toute intervention pouvant influencer un écoulement n'aggrave pas le risque d'inondation en amont et/ou en aval (ex : imposer une étude préalable pour la mise à blanc d'un boisement).

La prise en compte du risque d'inondation par débordement ou ruissellement dans l'aménagement du territoire permet d'empêcher la création de nouveaux récepteurs de risques et s'inscrit donc comme un moyen de prévention contre les conséquences des inondations sur les personnes et les biens immobiliers.

Opportunités

La prise en compte du risque d'inondation dans l'aménagement du territoire, au moyen de dispositifs législatifs et règlementaires adéquats, peut entraîner la mise en place de projets permettant non seulement de répondre aux objectifs détaillés ci-dessus (ex : réduire et ralentir le ruissellement), mais également d'assurer un impact positif sur la biodiversité et/ou le paysage. Ceci est le cas par exemple lors de la création d'un bassin d'orage paysager ou d'une zone verte dans un lotissement, ou encore lors de la mise en place de toitures végétales.



Figure 13 : Toiture végétale (Source : biodiversite.wallonie.be)

Risques

La mise en place de nouvelles prescriptions peut entraîner des contraintes économiques pour le privé ou le public, en termes de coûts directs ou liés à une charge administrative supplémentaire.

Les mesures règlementaires induisent souvent des incidences indirectes sur la constructibilité des terrains ou sur la gestion des espaces, et doivent donc être bien réfléchies et élaborées en concertation avec les différents acteurs pouvant être impliqués.

Exemple : Ces interventions s'intègrent au sein de plusieurs mesures globales du PGRI Seine, concernant essentiellement l'aménagement du territoire (remise d'avis – PU, réglementations, etc.)

Fiche n°2 : Amélioration des connaissances

Mesures du PGRI : Mesures globales : 7, 26, 33, 41, 13 ; Mesure spécifique : 568

PREVENTION

Description

L'amélioration des connaissances consiste à réaliser des études ou à mettre en place des groupes de travail afin d'améliorer les connaissances sur des problématiques variées. Les thématiques abordées et les propositions principales sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Thématique	Proposition
Efficacité des aménagements	Groupe de travail pour établir des normes ou des recommandations de dimensionnement pour les bassins d'orage, les zones de rétention et les zones d'écrêtage de crue
Amélioration de la gestion des risques d'inondation	Etude et planification des aménagements à réaliser dans les grandes agglomérations avec prise en compte des crues extrêmes aux endroits où les dommages potentiels seraient considérables et où il existe des risques d'accidents (exemple : défaillance d'un système de démergement qui engendrerait de graves conséquences)
Changement climatique	Poursuite de la réflexion et des études sur les conséquences du changement climatique (modifications du régime des précipitations) dans la lutte contre les inondations. Les changements climatiques influencent l'importance et la fréquence des inondations ainsi que le débit minimum des cours d'eau (étiage)
Coûts d'actions ou de non-action en matière d'inondations	Etablissement d'une méthodologie d'analyse coût-efficacité et coût-bénéfices pour les mesures de gestion des risques d'inondation

Des études visent également à approfondir les connaissances relatives à des bassins versants ou de cours d'eau spécifiques et passent par les étapes suivantes :

- Etude globale du ou des cours d'eau en vue d'améliorer les données techniques ;
- Localisation et compréhension des phénomènes d'inondations ;
- Prévision d'éventuelles interventions d'entretien, de protection ou d'amélioration (bassin d'orages, digue, dérivation, etc.).

Ces études permettent d'améliorer les connaissances mais également de centraliser l'information, de mettre à jour la cartographie existante, d'obtenir des informations supplémentaires en matière de constructions adaptées aux inondations, de réaliser des bonnes pratiques d'aménagement du territoire et enfin de communiquer toutes ces informations à l'ensemble des acteurs concernés.

Opportunités

Augmenter les connaissances sur la problématique des inondations et les conséquences liées au facteur temporel.

Faciliter l'anticipation, la gestion des crises et indirectement diminuer les coûts futurs liés à la gestion des inondations.

Objectiver et aider la prise de décisions en matière de gestion des inondations.

Réaliser des synergies avec les plans consacrés à d'autres problématiques liées aux risques d'inondations (le changement climatique et plan wallon Air-Climat-Energie par exemple) ainsi qu'avec d'autres régions et pays.

Risques

Nécessite de tenir à jour les informations en fonction des nouvelles études.

Ces études font intervenir des phénomènes complexes, impliquant un besoin d'intervenants spécialisés et des données peu disponibles.

Exemple : Réalisation d'un inventaire de terrain pour relever l'ensemble des problèmes (entrave à l'écoulement) de la rivière et communication des résultats aux divers gestionnaires concernés (mesure 568)

Fiche n°3 : Communication des connaissances

Mesures du PGRI Mesures globales : 11, 12, 38, 39, 22, 10 ; Mesure spécifique : 569

PREVENTION

Description

La communication des connaissances consiste en la mise à disposition d'informations vulgarisées et d'outils sur les inondations et les moyens de lutte.

Un outil cartographique existe et est consultable en ligne (carte des aléas d'inondation, des zones inondables, des risques d'inondation, etc.). Cette cartographie existante est en évolution et présente encore un potentiel d'amélioration, via notamment l'introduction des données locales disponibles, la mise en place d'une plate-forme commune d'échange entre les acteurs concernés par la gestion de l'eau, l'augmentation de la précision, du nombre et du type de données à consulter, la mise à jours de l'outil, l'introduction de nouvelles couches pour l'aide à la décision, etc.

La communication des connaissances implique également la mise à disposition des informations pertinentes (guides de bonnes pratiques, publications, procédure à suivre en cas d'inondation, repères de crues, etc.) pour les gestionnaires des cours d'eaux mais également pour les personnes concernées de près ou de loin par la problématique « inondation », afin de :

- Avertir les auteurs de projet, dès la conception des projets, sur les risques d'inondations et les aménagements possibles pour réduire ces risques et ainsi réduire le nombre de projets inadaptés aux conditions de la parcelle (protection) ;
- Convaincre les agriculteurs de leur rôle de gestionnaire du ruissellement sur leurs parcelles (prévention/mitigation) ;
- Garder un inventaire des inondations survenues dans le passé et attirer l'attention des risques existants à un endroit donné.

Enfin, la bonne compréhension de la problématique des inondations et de sa complexité nécessite une formation en vue d'assurer l'interprétation adéquate des données disponibles, mais aussi une sensibilisation aux droits et devoirs de chacun (gestionnaires ou non) et aux moyens de lutte disponibles. La formation et la sensibilisation visent des acteurs divers comme les gestionnaires de cours d'eau, les agriculteurs, les architectes, les gestionnaires forestiers, les communes, les citoyens, etc. Elles sont donc adaptées à chacun de ces acteurs.

D'autres mesures de communication des connaissances peuvent être considérées, telles que : fournir aux communes un support technique pour la gestion du ruissellement via une cellule spécialisée (cellule Giser), promouvoir l'établissement des servitudes d'inondation ou encore établir des documents d'information et de conseil concernant l'octroi des subventions pour des aménagements et dispositifs de lutte contre les inondations par coulées de boues.

Opportunités

Améliorer les réseaux de communication et donc la rapidité d'intervention.

Permettre d'informer les acteurs du bassin des données à leur disposition et de leur utilisation correcte.

Permettre de former les acteurs de bassin au diagnostic et à la planification d'actions de prévention contre les inondations.

Risques

Cibler les documents, les formations de sensibilisation pour éviter une surabondance d'informations et entraîner la confusion des intéressés.

Assurer (ou maintenir) la communication prend un temps non négligeable au vu du nombre de personnes concernées par la problématique des inondations.

Exemple : Collaboration du CR à la diffusion auprès de ses partenaires des nouvelles informations cartographiques concernant la carte d'aléa d'inondation, les cartes des zones inondables et les cartes des risques d'inondation (mesure 569)

Fiche n°4 : Planification

Mesure du PGRI Mesure globale : 9

PREVENTION

Description

La planification a pour objet d'élaborer des schémas directeurs relatifs à la gestion des eaux pluviales pour l'aménagement du territoire.

L'objectif final sera de créer un outil local d'aide à la décision pour les autorités compétentes dans le cadre de la délivrance de permis, soumis à enquête publique, visant à :

- Fixer de manière appropriée des conditions relatives à l'infiltration ou à la rétention d'eau de ruissellement dans les projets d'urbanisation ;
- Réserver des zones foncières pour la construction de zones d'immersion temporaires (ZIT) dans les plaines alluviales ;
- Prendre en compte des rejets provenant des réseaux autoroutiers.

La création d'un outil local d'aide à la décision nécessite, dans un premier temps, la réalisation d'études consacrées à un bassin versant spécifique et à ses conditions locales (voir également la fiche n°3) afin de réaliser un zonage pluvial (zones sensibles, zones inondables, zones à risque de coulée de boues, zones humides ordinaires à préserver, capacité du sol à infiltrer l'eau, bassins d'orage, station d'épuration, etc.). Ces études permettront ensuite de fixer :

- Des prescriptions sur la quantité et la qualité des rejets dans le réseau hydrographique (comme par exemple la limitation ou la suppression des rejets d'eau provenant de secteurs à risque) ;
- Des principes techniques de gestion des eaux pluviales (ex : infiltration, stockage temporaire) ;
- Des zones à réserver pour la création des ZIT.
- L'analyse doit se faire sur le long terme et de favoriser les études globales par sous-bassins hydrographiques (Inter-région).

Opportunités

La planification permet de fixer les orientations en termes d'investissement et de fonctionnement à moyen et long termes d'un système de gestion des eaux pluviales.

La démarche reste orientée «aménagement du territoire» tout en respectant les exigences réglementaires en vigueur comme la préservation des milieux humides.

L'outil permet d'assurer la maîtrise des ruissellements et la prévention de la dégradation des milieux aquatiques par temps de pluie.

Risques

La mise en place de l'outil doit être accompagnée par une phase de sensibilisation, d'information et d'accompagnement aussi bien au sein des autorités publiques qu'envers les citoyens concernés par les mesures de gestion des eaux pluviales.

La planification peut provoquer des prescriptions plus contraignantes en termes de qualité et de quantité d'eau rejetées pour certains acteurs (industries, zones urbaines etc.).

Exemple : L'élaboration des schémas directeurs de gestion des eaux pluviales s'intègre au sein d'une mesure globale du PGRI.

Fiche n°5 : Opérations techniques pour assurer la sécurité énergétique

Mesure du PGRI : Mesure globale : 40

PREVENTION

Description

Les opérations techniques concernent les interventions visant à assurer la sécurité énergétique dans les zones disposant de systèmes de démergement (principalement dans la région de Liège). Le démergement consiste à relever vers le cours d'eau les eaux pluviales qui sont réceptionnées dans une plaine alluviale située en dessous du niveau du cours d'eau. Dans la région de Liège, la différence de niveau entre le niveau de la Meuse et la plaine alluviale est notamment due à l'affaissement des terrains à cause des anciennes exploitations minières de la région. Les stations de démergement, permettant de relever l'eau, fonctionnent grâce à l'électricité. La sécurisation de l'alimentation énergétique de ces stations de démergement et des ouvrages de protection automatiques (vannes, pompes,...) en cas de délestage électrique ou de black-out peut par exemple se traduire par la mise en place de groupes électrogènes.

Ces interventions sont considérées comme des mesures globales car elles sont applicables à la région de Liège mais aussi à d'autres régions où il existe, ou existera, des stations de démergement.

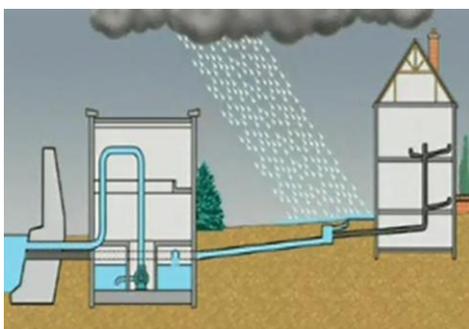


Figure 14 : schéma d'une station de démergement (Source : AIDE)

Opportunités

Le fonctionnement des stations de démergement en toutes circonstances (par exemple lors d'un black-out combiné à une période de crue) est primordial pour protéger les bâtiments et la population.

Il serait par ailleurs opportun d'évaluer si des systèmes de secours pourraient également s'avérer nécessaires pour d'autres infrastructures publiques situées à proximité des stations de démergement. Cette mesure s'intégrerait alors dans une vision plus globale de l'approvisionnement énergétique en cas de black-out ou de délestage.

Risques

La sécurisation de l'approvisionnement énergétique nécessite la mise en place de systèmes de secours impliquant l'installation de réservoirs de carburant. S'ils sont mal entretenus, mal installés ou mal sécurisés, ils peuvent être à la source d'une pollution du sol ou du sous-sol.

L'installation de groupes électrogènes implique des coûts supplémentaires liés notamment à la construction et à la maintenance.

Exemple : Ces interventions s'intègrent au sein de la mesure globale 40 du PGRI « Sécuriser l'alimentation énergétique des stations de démergement et des ouvrages de protection automatique (vannes, pompes,...) en cas de délestage électrique et de black-out ».

Fiche n°6 : Cartographie

Mesure du PGRI : Mesure globale : 10

PREVENTION

Description

Dans le cadre de la Directive Inondation (DI), qui impose la mise à disposition d'une cartographie des zones inondables et du risque associé, deux types de produits cartographiques ont été élaborés (AGW du 09/01/2014) en vue d'alimenter les PGRI :



Figure 15 : Illustration de l'aléa, de l'enjeu et du risque (Source : http://www.essonne.fr/fileadmin/Environnement/risques_majeurs/dossier_information.pdf)

• Cartographie des zones soumises à l'aléa d'inondation

Les cartes des zones inondables présentent des emprises d'inondation pour des scénarios de ruissellement et de débordement de plusieurs périodes de retour (25, 50, 100 ans et extrême).

Les cartes de l'aléa d'inondation ont été élaborées et diffusées en Wallonie dans le cadre du Plan PLUIES. La valeur de l'aléa, défini comme la combinaison de la récurrence estimée de l'inondation et de son importance, peut prendre 4 niveaux (très faible, faible, moyen, et élevé) en fonction de différents paramètres physiques (météo, hydrologie, hydrodynamisme, etc.).

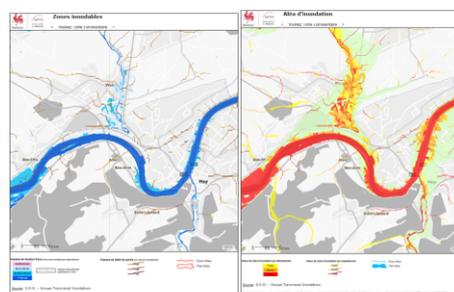


Figure 16 : Carte des zones inondables et de l'aléa d'inondation sur la commune de Huy

Ces cartes sont prises en compte dans la législation wallonne (MB 09/01/2014). Elles constituent de véritables outils d'aide à la décision, notamment en appui de l'art 136 §1er, 3° du CWATUPE pour la remise d'avis ou la délivrance de permis d'aménager, ou encore dans le cadre de la loi du 25 juin 1992 relative aux contrats d'assurance terrestre.

• Cartographie des zones soumises aux risques de dommages

Les cartes des risques inondations sont obtenues en croisant la cartographie des zones inondables avec des récepteurs de risque ou « enjeux » tels que la population, les zones naturelles, les secteurs économiques (nombre d'habitants en zone inondable, installations susceptibles de provoquer une pollution accidentelle, etc.).

Ces différents types de cartes ont été élaborées en parallèle avec une correspondance complète quant aux données de base et aux règles d'intégration.

Opportunités

Limiter la construction future en zone inondable.

Intégration du risque d'inondation dans l'aménagement du territoire (plans et programmes).

Informier et sensibiliser les habitants au risque inondation au travers d'un support ludique facilement exploitable.

Risques

Perte de valeur des habitations, perte de terrains pour l'urbanisation, perte de la valeur touristique des sites, perte de la valeur agricole des terres, contraintes pour l'installation d'exploitations (ICPE).

Contraintes supplémentaires en termes d'aménagement du territoire, non prise en compte des modifications locales du risque (diminution du couvert végétal, aménagements de protection etc.).

Exemple : Ces interventions s'intègrent au sein d'une mesure globale du PGRI « Améliorer les outils cartographiques pour l'aide à la décision ».

4.2.2 Protection

Le PGRI Seine prévoit 7 mesures globales portant sur la protection. Ces mesures concernent essentiellement la gestion naturelle des inondations et la gestion du ruissellement et du bassin versant. Deux mesures additionnelles sont destinées à la régulation des débits et aux travaux au niveau du lit mineur.

Le PGRI ne prévoit la mise en œuvre d'aucun projet général ou local relatif à la protection.

Fiche n°7 : Réduction du ruissellement et de l'érosion à l'échelle de la parcelle agricole et du bassin versant

Mesures du PGRI : Mesures globales : 18, 23, 20

PROTECTION

Description de la mesure

Le ruissellement correspond à l'écoulement par gravité de l'eau à la surface du sol suite à des précipitations. Il existe plusieurs facteurs connus favorisant le ruissellement : le climat (quantité et intensité des précipitations), les propriétés hydrodynamiques des milieux (densité et type du couvert végétal, granulométrie, etc.), les conditions hydriques initiales des sols et la topographie.

De par son impact sur l'occupation et la qualité du sol, l'agriculture a une influence déterminante sur le ruissellement. En fonction des pratiques agricoles appliquées, l'agriculture peut aggraver plus ou moins fortement le phénomène d'inondation par ruissellement et l'érosion à l'échelle de la parcelle et du bassin versant (coulées de boue). La sensibilisation des agriculteurs à la mise en œuvre de bonnes pratiques agricoles et/ou de mesures agri-environnementales est indispensable pour limiter l'érosion des sols et le ruissellement à l'échelle de la parcelle agricole et du bassin versant.

Quelques exemples de bonnes pratiques et des mesures d'accompagnement à destination des agriculteurs, mais aussi également des décideurs locaux sont les suivants :

- Appui technique (formations, conseil sur le matériel à utiliser, guides de construction) aux agriculteurs pour la réalisation d'aménagements (fascines, talus, fossés, etc.) ;
- Organisation de séances d'informations pour les agriculteurs sur différentes pratiques agricoles innovantes existantes : conservation des prairies permanentes sur les parcelles à risque, travail du sol, sous-semis, couverture des sols, interbuttes en pommes de terre, gestion des assolements à l'échelle du bassin versant et des rotations, bandes enherbées, fascines, haies ;
- Organisation de démonstrations de pratiques agricoles innovantes ;
- Maintien des prairies permettant de maintenir une capacité de stockage d'eau 2 à 4 fois supérieure à celle des sols cultivés ;
- Réalisation d'aménagements sur les terrains publics ou propriétés des communes (fascines, fossés, zones de retenue, etc.) ;
- Aménagements de voies d'accès (fossés drainants, bandes enherbées, revêtements filtrants) ;
- Aménagement de fascines et bandes enherbées permettant de lutter contre les coulées boueuses. La bande enherbée en fond de talweg ou perpendiculaire à la pente permet de ralentir les eaux de ruissellement et de piéger les sédiments.

Opportunités

Implication des agriculteurs dans la protection de l'environnement, responsabilisation via les bonnes pratiques.

Création de synergies entre les agriculteurs et les communes pour la gestion des inondations limitant les pertes économiques.

Risques

Nécessite de mettre en place des techniques adaptées aux conditions locales : les techniques hydrauliques douces (techniques alternatives d'infiltration et d'évaporation) n'ont qu'une efficacité très limitée en cas de crue majeure (T30 à T100). Elles sont toutefois très efficaces pour limiter les inondations fréquentes (T10 à T20).

Nécessité d'assurer l'entretien des aménagements mis en place.

Réticence des agriculteurs face aux changements de pratiques agricoles (remembrement, conversion des cultures).

Exemple : Ces interventions s'intègrent au sein de trois mesures globales du PGRI Seine, visant la lutte contre les inondations en agriculture.

Fiche n°8 : Dispositifs législatifs et réglementaires pour la mise en place d'outils de protection adéquats

Mesures du PGRI Mesures globales : 15, 19

PROTECTION

Description

D'une manière générale, ce groupement de mesures vise à adapter, à compléter et/ou à modifier certains outils législatifs et/ou réglementaires de manière à permettre aux acteurs (commune, province, région) de disposer de meilleurs outils d'intervention pour la gestion des inondations et des écoulements.

Les objectifs consistent principalement à :

- Assurer un meilleur contrôle sur les bords de cours d'eau (accès, affectation, entretien) ;
- Renforcer les obligations d'entretien des petits ouvrages d'art par le privé sur les cours d'eau non classés ;
- Améliorer la gestion des écoulements et des ruissellements (affectation des sols, drainage, fossé, etc.) ;
- Favoriser les démarches visant à respecter l'aspect naturel du cours d'eau (remise à l'air libre, bannir la canalisation).

L'intégration des différents objectifs concernant les cours d'eau non navigables et les waterings (fossé ou ouvrages de drainage) se réalisera par une révision des lois dans le Code de l'Eau. Concernant la gestion des ruissellements, il est proposé une adaptation de la réglementation.

Opportunités

Le regroupement dans un texte de loi de plusieurs objectifs visant à mieux gérer les inondations et les écoulements garantit un encadrement pour des interventions sur le terrain et permettra in fine une meilleure gestion des inondations, du ruissellement et du bassin versant.

La mise en place de nouveaux outils législatifs visant à réduire les risques d'inondation peut être associé avec d'autres objectifs qui seront favorables pour l'environnement, notamment au niveau de la biodiversité (ex : amélioration de la qualité floristique des berges) et du paysage (ex : remise à l'air libre d'un cours d'eau).

Risques

La modification d'outils législatifs nécessite un travail juridique conséquent et complexe aux regards de l'interaction possible avec d'autres législations qui sont d'application dans le bassin hydrographique de la Seine.

La mise en place des objectifs détaillés ci-dessus via la réalisation d'un texte de loi peut entraîner des contraintes économiques, notamment sur les privés ou sur le secteur agricole (ex : modification d'affectation de sol en bord de cours d'eau).

La mise en place de dispositifs législatifs est tributaire du politique et peut donc s'avérer complexe.

Exemple : Intégrer la révision des lois sur les Cours d'Eau non navigables et les Waterings dans le Code de l'Eau (mesure 15)

Fiche n°9 : Ouvrages de stockage

Mesures du PGRI : Mesure globale : 17

PROTECTION

Description

Les dispositifs de stockage permettent d'écrêter les pics de crue et d'étaler leur durée d'écoulement dans le bassin versant.

Deux principaux dispositifs de stockage permanents sont proposés pour lutter contre les inondations :

- Les bassins d'orage, regroupant les différents réceptacles de stockage d'eau (souterrains ou aériens) ;
- Les zones d'immersion temporaire (ZIT), regroupant les terrains proches d'un cours d'eau ou d'un axe de ruissellement qui se retrouvent sous eau de manière temporaire.

La lutte contre les inondations, au travers d'ouvrages de stockage, peut se traduire par :

- La création ou l'aménagement de nouveaux dispositifs dans le bassin versant ;
- L'entretien, l'augmentation de la capacité de stockage ou l'optimisation du fonctionnement des dispositifs existants.



Figure 17 : Bassin d'orage dans le zoning de Damré (Sprimont), SGS Belgium, 2012

Plusieurs autres ouvrages de stockage momentanés existent également pour répondre à des nécessités plus locales, tels que la réalisation de digues ou de fascines (visant principalement à retenir (stocker) les sédiments contenus dans l'eau de ruissellement).

Opportunités

Les ZIT permettent de maintenir sur les terrains concernés une zone de production agricole et/ou une zone refuge pour la biodiversité ;

La diversité des configurations et des aménagements possibles en terme de bassins d'orage (conduite surdimensionnée sous la voirie, réceptacle enterré bétonné, bassin infiltrant...) permettent une grande flexibilité d'aménagement et donc la prise en compte d'autres considérations environnementales (bassin paysager, bassin écologique, ...)

Les ZIT et les bassins d'orage offrent des volumes de stockage potentiellement importants ; leur dimensionnement peut être calculé sur base d'une étude hydrologique.

Risques

Dans le cas d'un réseau d'égouttage unitaire, les eaux collectées dans les bassins d'orage peuvent être mélangées à des eaux usées et présenter ainsi un risque de pollution de l'eau souterraine dans le cas d'un bassin d'orage percolant (bassin non étanche).

Les bassins d'orage constituent des pièges à sédiments entraînant une diminution de leur capacité de stockage. Les bassins d'orage nécessitent des travaux d'entretien et/ou de curage, pouvant être très coûteux.

Dans certains cas, la création d'un nouveau bassin d'orage implique des excavations de terres devant être valorisées ou évacuées (camions).

Exemple : Ces interventions s'intègrent au sein d'une mesure globale du PGRI Seine (Préserver et optimiser les volumes de stockage existants ».

Fiche n°10 : Travaux au niveau du lit mineur et des plaines inondables – travaux d’entretien

Mesure du PGRI : Mesure globale : 16

PROTECTION

Description

Les travaux concernent des interventions d’entretien du cours d’eau (enlèvement d’embâcles, entretien de la ripisylve, etc.) et des ouvrages (entretien des digues, des pertuis, etc.). L’entretien des cours d’eau est à bien distinguer des travaux de curage et de dragage qui correspondent à une intervention visant à enlever les sédiments accumulés dans un cours d’eau.

Lorsque des obstacles à l’écoulement de type embâcle viennent à céder, notamment lors de fortes crues, les volumes d’eau importants libérés peuvent provoquer des dégâts conséquents. Les zones de ripisylve mal entretenues ne parviendront dès lors plus à assurer leur rôle de tampon.

Les travaux ordinaires d’entretien consistent à enlever du lit du cours d’eau ou des berges tout élément naturel ou artificiel qui pourrait nuire à l’écoulement des eaux, comme par exemple :

- Arrachage et enlèvement des racines, branches, joncs, roseaux, plantes, qui nuisent au bon écoulement du cours d’eau ;
- Entretien des stations de pompage qui se trouvent sur les cours d’eau ;
- Enlèvement des buissons et arbustes lorsqu’ils entravent l’écoulement de l’eau, enlèvement d’embâcles ;
- Entretien des digues et des banquettes d’inondation notamment par fauchage ;
- Entretien de la ripisylve.

Opportunités

Entretien et restauration de la ripisylve favorable à la faune (chiroptères, avifaune et Castor) qui utilise les boisements rivulaires comme zone de repos, gîte et nourrissage. Possibilité d’intégrer au plan d’entretien un programme de lutte contre les espèces invasives.

Entretien participant au maintien de la continuité écologique des cours d’eau (suppression des obstacles défavorables à la faune piscicole).

Valorisation du paysage via l’entretien des cours d’eau et plaines inondables, éléments structurants de celui-ci.

Risques

Propagation des espèces exotiques envahissantes pendant les phases de travaux, due à la mise à nu des sols, le transport de fragments de plantes par les engins de chantier et l’import/export de terre.

Pollution accidentelle pendant les phases de travaux (fuite d’hydrocarbures, huiles ou autres polluants chimiques) avec impact potentiel de la faune et la flore (intoxication, destruction d’habitats).

Risque de dénaturation des cours d’eau et plaines inondables suite à un sur-entretien (abattage trop conséquent, curage à la pelle mécanique, arrachage des souches...), impactant le paysage ainsi que la faune et la flore associée (dégradation du fonctionnement biologique de l’écosystème dénaturé).

Exemple : Ces interventions s’intègrent au sein d’une mesure globale du PGRI Seine « Optimiser la gestion de l’entretien des cours d’eau et des ouvrages d’art via une application informatique centralisée ».

4.2.3 Préparation

Le PGRI Seine prévoit 10 mesures globales portant sur la préparation. Ces mesures portent sur les prévisions et les alertes, la planification de l'intervention, la sensibilisation et la préparation.

Le PGRI ne prévoit la mise en œuvre d'aucun projet général ou local relatif à la préparation.

Fiche n°11 : Prévision et alerte

Mesures du PGRI : Mesures globales: 27, 29

PREPARATION

Description

La prévision des crues et/ou les systèmes d'alerte associés s'appuient sur le réseau d'observations hydrologiques et météorologiques ainsi que sur les outils de gestion et d'aide à la décision.

Réseau d'observations hydrologiques : La connaissance des débits des cours d'eau est primordiale pour anticiper les risques de crues. La Wallonie dispose de deux réseaux complémentaires de mesures des débits et des hauteurs d'eau (réseaux Aqualim (DGO3-Direction des Cours d'Eau non navigables) et Wacondah (DGO2-Direction de la Gestion hydrologique intégrée DO223)). La maintenance, la rénovation et l'optimisation du réseau d'acquisition de données de débits sur les cours d'eau wallons doivent être assurées, nécessitant notamment une coordination intra-SPW et avec les autres gestionnaires de cours d'eau. Les données sont contrôlées et validées suivant des procédures clairement définies. Les données sont diffusées (via internet notamment) selon 2 étapes : les données temps réel mais non contrôlées et les données historiques validées.

Réseau d'observations météorologiques : Ce réseau est constitué de pluviographes répartis sur tout le territoire de la Wallonie qui mesurent la quantité d'eau précipitée et est couplé à l'utilisation des radars de l'IRM qui valide l'ensemble des données. La maintenance et l'optimisation du réseau d'observations météorologiques existant doivent être assurées.

Prévision et aide à la décision : L'optimisation des prévisions des crues nécessite l'amélioration continue des modèles utilisés, l'augmentation du nombre de sites bénéficiant de prévisions hydrologiques et l'indication des incertitudes sur les prévisions. Selon le Code de l'Eau, cette mesure est réservée à la DO223 qui travaille en concertation avec tous les acteurs concernés.

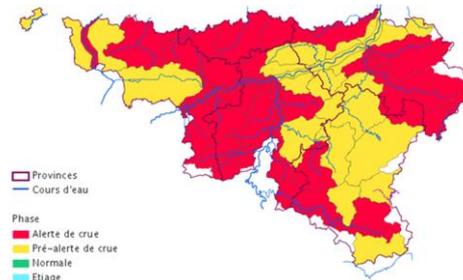


Figure 18 : exemple d'une carte publiée sur internet illustrant l'état des cours d'eau ou des bassins pour les prochaines heures lors de la crue du 14/11/10 (Source : Etat des eaux / InfoCruce, DGO2)

Opportunités

Le système de prévision et d'alerte permet d'anticiper les conséquences des inondations et donc de prendre des mesures afin de diminuer les impacts essentiellement sur la population et les bâtiments (ex : mise en place de sacs de sable). Les installations particulièrement sensibles d'un point de vue sanitaire (ex : hôpitaux), économique (ex : approvisionnement d'énergie) ou environnemental (ex : entreprises EPRT) peuvent également prendre toutes les précautions nécessaires pour limiter les effets des inondations.

Cela permet aussi de réduire le nombre de personnes à gérer (évacuation,...) lors d'une crise (par exemple en interrompant les transports publics) et de mettre le personnel concerné en alerte.

Risques

La maintenance des outils d'acquisition des données doit impérativement être assurée. En effet, l'utilisation de données erronées ou incomplètes pourrait entraîner une mauvaise interprétation (ex : communication d'une situation normale alors qu'on est en situation de pré-alerte de crue). Le risque est cependant limité de par la présence de multiples stations de mesures et le croisement des informations récoltées.

Il existe également un risque de bug informatique, de problèmes sur les réseaux GSM, de coupure de courant etc.

Exemple : Ces interventions s'intègrent au sein deux mesures globales du PGRI Seine concernant la prévision des crues.

Fiche n°12 : Planifier l'intervention

Mesures du PGRI : Mesures globales : 30, 31

PREPARATION

Description

D'une manière générale, planifier l'intervention consiste à préparer la procédure et les plans d'urgence qui devront être suivis pour assurer une meilleure gestion des interventions en cas d'inondation. Les objectifs visent à :

- Améliorer la diffusion des informations (diffusion et contenu des messages d'alerte de crue) :

Exemples :

- Envoyer des messages d'urgence vers le fonctionnaire PLANU (Plans d'urgence) ;
 - Prendre en compte la réforme du Service Régional d'Incendie (SRI) en zones de secours dans le dispositif de diffusion des messages ;
 - Affiner le contenu du message d'alerte de crue : commentaire, évolution attendue, référence, etc. ;
 - Informer un représentant du comité de quartier et/ou de certaines collectivités locales (Maisons de repos et de soin, Zones industrielles, ...)
 - Rédiger une note explicative sur le contenu d'une pré-alerte et alerte de crue.
- Élaborer un canevas pour la prise en compte du risque d'inondation dans les plans d'urgence et augmenter la rapidité d'intervention en cas d'inondations :

Exemples :

- Réaliser et/ou définir un canevas dans une annexe au Plan général d'urgence et d'intervention (PGUI) ou au Plan particulier d'urgence et d'intervention (PPUI) ;
- Prévoir la mise en sécurité des récepteurs de risque (cabines électriques stations de pompage, gaz, ...)
- Développer un réseau citoyen pour l'hébergement temporaire des personnes sinistrées ;
- Planifier la prise en charge du nettoyage (déchets, boues, ...)
- Organiser un rôle de garde au sein du service travaux ;
- Créer une cellule d'appui technique et psychologique.

Opportunités

Une planification des interventions et de manière générale, toute préparation préliminaire sur les risques d'inondation, permettra d'anticiper certains impacts financiers, sociaux ou environnementaux.

Risques

Aucun risque lié à une planification de l'intervention n'a été identifié.

Exemple : Ces interventions s'intègrent au sein de deux mesures globales du PGRI Seine, concernant la planification d'urgence et la diffusion de l'information.

Fiche n°13 : Sensibiliser - préparer

Mesures du PGRI : Mesures globales : 21, 28,

PREPARATION

Description

La sensibilisation et la préparation aux risques d'inondation permettent d'instaurer une véritable culture du risque dans les territoires exposés aux inondations et d'inciter les populations à percevoir la réalité du risque auquel elles sont soumises et d'adopter des comportements adaptés. La sensibilisation et la préparation implique de :

- Sensibiliser les citoyens aux techniques de prévention des crues notamment en améliorant la diffusion / l'accessibilité des données hydrologiques et météorologiques (voir Fiche n°3) ;
- Informer, sensibiliser et accompagner les acteurs professionnels sur l'intégration du risque d'inondation dans leurs activités (problèmes de drainage pour l'agriculture, entrave à l'écoulement pour les gestionnaires de cours d'eau, etc.).

La mise en place de mesures de gestion des inondations (surveillance, alertes, gestion de crise, etc.) au niveau des plans et programmes n'est efficace qu'en s'appuyant sur la connaissance par les habitants des risques auxquels ils sont exposés et des comportements à adopter pour s'en prémunir. La mise en place d'une réelle stratégie de sensibilisation et préparation est donc primordiale, impliquant par exemple les actions suivantes :

- Sensibilisation de différents publics : les professionnels, les citoyens ;
- Utilisation de différents supports de communication : brochure, courriers de sensibilisation ;
- Utilisation des plans et programmes pour informer et sensibiliser : contrat de rivière, PPI ;
- Utilisation de supports physiques visuels et efficaces associés à des programmes de sensibilisation : les repères de crues ;
- Sensibilisation et responsabilisation favorisant l'utilisation d'aménagements alternatifs du type citerne d'eau de pluie, toits végétalisés, etc.

Opportunités

Création d'un réseau de vigilance (constitué d'acteurs et de citoyens sensibilisés et préparés) pour améliorer l'efficacité de gestion du risque d'inondation. Responsabilisation des acteurs et citoyens.

Développement de supports de communication efficaces et attractifs (nouvelles technologies).

Diffusion de bonnes pratiques (via une charte, un guide) destinées à l'urbanisme et l'agriculture.

Risques

Un coût important de gestion du risque lié à la mise en place d'une cellule assurant la communication (mobilisation de ressources humaines) et de supports (plaquettes, panneaux, centre d'information, etc.).

Exemple : Ces interventions s'intègrent au sein de deux mesures globales du PGRI Seine, concernant la sensibilisation des citoyens et des acteurs professionnels (entrepreneurs).

Fiche n°14 : Collaboration

Mesures du PGRI : Mesures globales 14, 24, 32

PREPARATION

Description

La collaboration peut s'exprimer à plusieurs niveaux : intra-régionale, inter-régionale et transnationale.

Le but de la collaboration intra-régionale est d'intensifier la coopération entre les communes, les provinces et la région et d'améliorer la coordination entre les différents intervenants et niveaux de pouvoir.

La collaboration vise aussi à pérenniser la dynamique de concertation mise en place dans les PGRI.

Enfin, la collaboration extérieure passe par la formation, l'information et la sensibilisation. Celle-ci est caractérisée par l'identification, au sein de chaque commune, d'une personne ressource spécialisée dans les risques d'inondations (ruissellement et débordement). Une fois ces personnes ressources identifiées, la collaboration inter-régionale (Région Flamande, Région Bruxelloise, Wallonie) est plus simple et plus performante tout comme la coopération transnationale.

Opportunités

Développer une stratégie plus globale en matière de gestion et de lutte contre les inondations (renforcer la préparation aux inondations et réduire ses conséquences néfastes), à l'échelle du sous-bassin et de ne pas se cantonner à la catégorie du cours d'eau.

Risques

Nécessité de maintenir un réseau complexe d'intervenants.

Exemple : Ces interventions s'intègrent au sein de trois mesures globales du PGRI Seine, concernant l'amélioration et le maintien de la concertation, ainsi que l'identification d'une personne ressource au sein de chaque commune.

4.2.4 Réparation

Le PGRI Seine prévoit 3 mesures globales portant sur la réparation. Aucun projet général ou local relatif à la réparation n'est prévu dans le PGRI de la Seine.

Fiche n°15 : Réparation individuelle et sociétale

Mesure du PGRI : Mesure globale : 36

REPARATION

Description

L'objectif principal est de permettre un meilleur encadrement des aides aux personnes et à la société de manière à accélérer le retour à la normale après une inondation.

De manière générale, les procédures d'aides peuvent s'appliquer aux interventions suivantes:

- Le nettoyage et la restauration (bâtiments, infrastructures, etc.) ;
- Le soutien à la santé physique et mentale (incluant la gestion du stress) ;
- Le soutien financier aux sinistrés (subventions, impôts, assistance juridique, assistance-chômage) ;
- La relocalisation temporaire ou permanente des sinistrés.

Ces procédures d'aides portent principalement sur des soutiens d'ordre financier, c'est-à-dire une mutualisation des coûts liés aux inondations et l'optimisation de l'intervention financière (ex : optimiser l'intervention du Fonds des calamités, rendre obligatoire la garantie d'une couverture minimum (assurances), informer les riverains sur la procédure du Fonds des calamités, reconnaître la catastrophe naturelle plus rapidement).

Opportunités

Développement d'une stratégie plus globale en matière d'aides contre les inondations

Restauration des bâtiments et des infrastructures

Amélioration du soutien auprès de la population

Risques

Augmentation des coûts sur la collectivité

Exemple: reconnaissance des inondations survenues sur la commune de Chimay du 6 au 17 janvier 2011 comme une calamité publique

L'Arrêté royal du 19 juillet 2012, publié au Moniteur Belge le 8 août 2012, considère comme une calamité publique les inondations qui sont survenues du 6 au 17 janvier 2011 entre autres, sur le territoire de Chimay.

Cela implique que certains dommages causés par ces inondations peuvent donner lieu à une intervention financière, pour autant qu'ils soient exclus de la couverture d'assurance «incendie».

Cette reconnaissance se base sur la circulaire du 1er septembre 2008, reprenant les critères qui qualifient les événements en tant que « calamités publiques » au sens de la loi et de la circulaire du 20 septembre 2006 qui définit les critères financiers et physiques de reconnaissance d'une calamité publique (Service public fédéral intérieur, 2006).

Fiche n°16 : Retour d'expérience

Mesures du PGRI : Mesures globales : 34, 35

REPARATION

Description

Le retour d'expérience consiste à assurer la récolte, l'échange et l'analyse des données de terrain après une inondation auprès des différents acteurs concernés. L'objectif est de partager les retours d'expérience afin de mieux appréhender la problématique des inondations.

Les actions permettant d'atteindre cet objectif comprennent notamment :

- L'organisation systématique d'un débriefing avec l'ensemble des acteurs après une inondation. Le but est de partager les enseignements à la suite d'une inondation (ex : coût des services de secours) ;
- L'élaboration et l'organisation d'exercices permettant de tester les plans d'urgence liés aux inondations. Ces exercices seront également suivis d'un débriefing afin d'en tirer les enseignements.

Opportunités

Le partage des expériences est l'occasion de prévoir la mise en place de solutions appropriées permettant à la fois de réduire les risques d'inondations et d'apporter des bénéfices pour l'environnement (ex : bassin paysager, bandes enherbées autour des cultures).

Les échanges d'informations permettent d'éviter les pertes de temps et les dépenses éventuelles liées à la multiplication des réflexions et discussions autour de certaines problématiques communes de par leur localisation géographique différente.

Risques

Le manque de temps ou de disponibilité représente la contrainte principale en termes de retour d'expérience.

Exemple : Ces interventions s'intègrent au sein de deux mesures globales du PGRI Seine : « Organiser des exercices de mise en situation de crise et les débriefings associés » et « Améliorer le débriefing avec l'ensemble des acteurs après une inondation en ce compris les observations de terrains ».

4.3 Synthèse

Les incidences du programme de mesures du PGRI sur différents domaines de l'environnement sont résumées dans le tableau ci-dessous.

De manière générale, les mesures ayant une portée plus globale (Commune, SBH, DH, Région) tels que les dispositifs législatifs ou réglementaires, les incitants financiers et subsides ou les actions de communication et de concertation offrent le plus d'opportunités en termes de synergies avec d'autres domaines de l'environnement. Les solutions plus ponctuelles et localisées (travaux et ouvrages) sont efficaces pour réduire les inondations mais peuvent interférer de manière positive ou négative avec d'autres domaines de l'environnement.

2	Eaux	Sol et sous-sols	Santé humaine	Biodiversité	Paysage	Agriculture	Urbanisme et aménagement du territoire	Aspects socio-économiques
Dispositifs législatifs ou réglementaires (prévention)	Réduction potentielle du risque de pollution des eaux de pluie	Réduction potentielle du risque d'érosion hydrique		Dispositifs pouvant potentiellement générer un impact positif sur la biodiversité.	Dispositifs pouvant potentiellement générer un impact positif sur le paysage		Contrainte sur la constructibilité des terrains en zones inondables	Contraintes économiques potentielles pour les acteurs privés ou publics
Amélioration des connaissances	Faciliter l'anticipation et la gestion des crises		Faciliter l'anticipation et la gestion des crises	Amélioration de la protection de la faune et la flore	Amélioration de la protection du paysage			Coûts liés au développement de nouvelles connaissances.
Communication des connaissances	Amélioration des réseaux de communication et de la rapidité d'intervention.		Amélioration des réseaux de communication et de la rapidité d'intervention.			Conscientisation des agriculteurs	Adaptation des projets urbanistiques au risque d'inondation dès leur conception	Coûts liés aux actions de communication
Planification				Amélioration de la protection de la faune et la flore à long terme			Facilite les décisions en matière d'aménagement du territoire	Fixe les orientations en termes d'investissement à moyen et long terme.
Mesures techniques	Diminue le risque d'inondation en cas de panne énergétique	Risques de pollution du sol ou du sous-sol en hydrocarbure					Diminue le risque d'inondation en cas de panne énergétique	Coûts supplémentaires liés aux systèmes de secours.
Cartographie			Amélioration de l'information et de la sensibilisation des habitants au risque d'inondation				Permet de limiter les constructions en zone inondable - intégration du risque d'inondation dans l'aménagement du territoire	Perte de la valeur des habitations et des terrains en zone inondable.
Réduction du ruissellement et de l'érosion	Diminution de la charge sédimentaire entraînée dans les cours d'eau	Diminution de l'érosion et de la déstructuration des sols				Amélioration des terres agricoles. Contraintes logistiques pour les agriculteurs (mise en place et entretien).		Coûts supplémentaires mais rendement potentiellement plus élevés.
Dispositif législatif et réglementaire (protection)			Meilleure gestion des inondations	Mise en œuvre potentielle de nouveaux outils législatifs favorisant également la biodiversité	Mise en œuvre potentielle de nouveaux outils législatifs favorisant également le paysage			Travail juridique conséquent et complexe. Potentielle contraintes économiques supplémentaires

2	Eaux	Sol et sous-sols	Santé humaine	Biodiversité	Paysage	Agriculture	Urbanisme et aménagement du territoire	Aspects socio-économiques
Ouvrages de stockage	Diminution de la charge sédimentaire entrant dans les cours d'eau. Risque de pollution de l'eau souterraine si mélange avec des eaux usées	Excavations de terres devant être valorisées ou évacuées		Possibilité d'inclure des aménagements écologiques	Possibilité d'inclure des considérations paysagères (ZIT). Impact négatif potentiel sur le paysage (bassin d'orage bétonné)	Possibilité maintenir une zone de production agricole sur les terrains concernés (ZIT)		Accumulation des sédiments nécessitant des travaux d'entretien et/ou de curage potentiellement coûteux
Travaux d'entretien	Risque de pollution accidentelle pendant les phases de travaux			Maintien de la continuité écologique des cours d'eau et à la biodiversité. Risque de propagation des espèces envahissantes	Valorisation du paysage, mais risque de dénaturation des cours d'eau et plaines inondables en cas de sur-entretien			Coûts liés aux travaux de d'entretien
Prévision & alerte			Meilleure anticipation des mesures à prendre afin de diminuer les impacts sur la population				Meilleure anticipation des mesures à prendre afin de diminuer les impacts sur les bâtiments	Meilleure anticipation des mesures à prendre pour réduire les effets sur les aspects économiques
Planifier l'intervention			Meilleure anticipation des impacts des inondations, notamment sur la population				Meilleure anticipation des impacts des inondations, notamment sur les bâtiments	Anticipation de certains impacts financiers
Sensibiliser – Préparer	Amélioration de l'efficacité de la gestion du risque inondation.					Diffusion de bonnes pratiques agricoles	Diffusion de bonnes pratiques urbanistiques	Responsabilisation des acteurs et citoyens. Coûts liés aux actions de communication
Collaborations	Développement d'une stratégie plus globale en matière de lutte contre les inondations.		Développement d'une stratégie plus globale en matière de lutte contre les inondations.				Développement d'une stratégie plus globale en matière de lutte contre les inondations.	Nécessité de maintenir un réseau complexe d'intervenants
Réparation individuelle et sociétale			Amélioration du soutien auprès de la population				Remise en état des bâtiments plus efficace	Coûts des interventions
Retour d'expérience			Meilleure anticipation des incidences des inondations				Meilleure anticipation des incidences des inondations	Création de synergies et collaborations, gain de temps et réduction de dépenses éventuelles

5 EVALUATION DES ALTERNATIVES ET JUSTIFICATION DU PROJET DE PGRI

5.1 Analyse des alternatives

Différentes alternatives représentant une mise en œuvre plus ou moins ambitieuse du programme de mesures du PGRI Seine ont été analysées de manière à évaluer l'adéquation de celui-ci avec les enjeux réels que posent les inondations.

5.1.1 Alternative « 0 » où le PGRI ne serait pas mis en œuvre

L'alternative 0 implique le maintien de l'état initial en termes d'inondations tel que décrit dans le chapitre 3, et de toutes les conséquences néfastes associées sur différents domaines de l'environnement. En outre, compte tenu des tendances d'évolution observées en termes d'urbanisation, de pratiques agricoles et de changement climatique, cette alternative implique la détérioration progressive de l'état initial, et l'aggravation des incidences négatives sur l'environnement.

5.1.2 Alternative « 1 » de mise en œuvre des mesures hautement prioritaires uniquement

L'alternative 1 vise la mise en œuvre des mesures « hautement prioritaires » uniquement, c'est-à-dire les projets présentant le meilleur rapport coûts-bénéfices.

Cette alternative permet la mise en œuvre des deux uniques projets généraux prévus par le PGRI Seine. Ces mesures portent sur la prévention et concernent la réalisation d'un inventaire de l'ensemble des entraves à l'écoulement de la rivière, ainsi que la diffusion d'informations cartographiques.

En outre, l'alternative 1 permet la mise en œuvre de certaines mesures globales relatives à la prévention : adaptation ou mise à jour de dispositifs législatifs existants dans le cadre de demandes de permis d'urbanisme et publication de documents techniques et de vulgarisation. Seule une mesure globale de protection serait mise en œuvre dans le cadre de cette alternative, relative à l'optimisation des travaux d'entretien via une application informatique. L'alternative 1 implique qu'aucune mesure relative à la préparation ou à la réparation ne serait mise en œuvre.

L'alternative 1 permet donc la mise en œuvre de l'entièreté des projets généraux prévus par le PGRI Seine. Ces mesures se focalisent entièrement sur la prévention. Ces mesures ont une portée globale et impliquent donc peu d'incidences négatives sur l'environnement. Il s'agit généralement d'actions d'ordre réglementaire, de connaissance ou de communication, offrant de nombreuses possibilités d'interactions positives avec d'autres domaines de l'environnement.

5.1.3 Alternative « 2 » de mise en œuvre des mesures hautement prioritaires et prioritaires

L'alternative 2 prévoit, en plus de toutes les mesures hautement prioritaires décrites ci-dessus, la mise en œuvre des mesures qualifiées de « prioritaires ».

Cette l'alternative prévoit donc, à côté des mesures de prévention locales et globales prévues dans l'alternative 1, la mise en œuvre de nombreuses mesures globales supplémentaires se rapportant à d'autres étapes de cycle de gestion des inondations. En ce qui concerne la prévention, cette alternative permet la mise en œuvre de mesures globales ciblant l'amélioration et optimisation de certains outils réglementaires, l'amélioration des connaissances lorsqu'il s'agit de cas appliqués, la mise à jour de la

cartographie, ainsi que la communication des connaissances (droit et devoir de chacun, moyens de lutte, mise à disposition d'outils et de support technique). En termes de protection, les mesures « prioritaires » globales concernent l'optimisation des dispositifs législatifs et des volumes de stockage existants. Concernant la préparation, les mesures globales visées concernent les actions de planification, d'intervention et de collaboration.

L'alternative 2 permet donc la mise en œuvre de mesures concernant l'entièreté du cycle de gestion des inondations ; cette alternative permet donc d'améliorer non seulement la prévention en amont des inondations mais également d'assurer l'optimisation de la protection et la gestion en cas de crue ainsi que leur anticipation. Les mesures prévues ont une portée globale et impliquent peu d'incidences négatives sur l'environnement.

5.1.4 Alternative « 3 » de mise en œuvre de toutes les mesures du plan

L'alternative 3 prévoit, en plus de toutes les mesures hautement prioritaires et prioritaires décrites ci-dessus, la mise en œuvre de mesures qualifiées comme « utiles », c'est-à-dire les mesures présentant à priori un rapport coût-bénéfice moins favorable.

Cette alternative permet donc la mise en œuvre de nombreuses mesures globales supplémentaires. En termes de prévention, les mesures « utiles » concernent la mise en place de nouvelles réglementations et obligations, l'amélioration des connaissances pour des sujets de recherche moins appliqués (ex : changement climatique), les mesures de planification d'ordre stratégique (schémas directeurs), et les mesures relatives à la sécurité énergétique. En termes de protection, les mesures globales considérées dans le cas de cette alternative concernent la réduction du ruissellement et de l'érosion à l'échelle de la parcelle agricole et du bassin versant et l'optimisation de certains outils règlementaires. Cette alternative permet également la mise en œuvre de mesures globales de prévision et d'alertes, de sensibilisation des citoyens (création du site commun) et de collaboration extérieure (identification de personnes ressources). L'alternative 3 implique en outre la mise en œuvre de la majorité des mesures de réparation.

Par rapport aux deux précédentes, cette alternative inclut la mise en œuvre de mesures globales permettant d'assurer une gestion de risques à plus long terme, avec l'amélioration plus poussée des connaissances, le développement de visions stratégiques, la mise en œuvre d'une réelle dynamique de concertation et de collaboration etc. De par leur transversalité, les mesures prévues permettent de développer une stratégie de lutte plus intégrée, maximisant les synergies avec d'autres domaines de l'environnement. Cette alternative implique cependant une augmentation des coûts par rapport aux deux précédentes.

5.2 Justification du PGRI

L'objectif de la DI et du PGRI est de limiter au maximum les dommages aux personnes et aux biens et par corollaire, les effets néfastes sur la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'activité économique.

Outre la protection des biens et des personnes contre les inondations, la DCE et la DI s'attachent à favoriser une gestion intégrée des cours d'eau, à promouvoir les synergies entre différents objectifs, et à éviter les conflits entre gestion de la nature et gestion des risques d'inondation.

Le programme de mesures du PGRI Seine prévoit la mise en œuvre de mesures globales (41 mesures globales) ou transversales (2 mesures spécifiques visant l'amélioration et la communication des connaissances) indispensables dans une optique de gestion intégrée des cours d'eau, ainsi que pour le développement d'une vision stratégique permettant d'optimiser les synergies entre différents domaines de l'environnement.

6 POINTS DE VIGILANCE ET MESURES DE SUIVI

6.1 Points de vigilance

Un des objectifs principaux de l'analyse réalisée dans le cadre du présent RIE est de replacer le PGRI dans un contexte plus général afin d'éclairer sur les bénéfices et préjudices environnementaux résultants de l'application du programme de mesure du PGRI.

De manière globale, la majorité des mesures n'impliquent pas de risques significatifs d'incidences négatives sur l'environnement. Toutefois, les travaux (travaux entretien, d'amélioration et de réparation, ouvrages de stockage et de régulation des débits, travaux de curage et de dragage, travaux de protection locale), peuvent soulever certains problèmes ponctuels, lié notamment à la phase de chantier. Ces risques concernent en particulier :

- Le risque de perturbation et de destruction d'habitats d'intérêt écologique pendant les travaux et les premières années suivant les travaux ;
- Le risque d'impacts négatifs sur le paysage ;
- Le charroi lié à l'excavation et l'évacuation de terres ;
- Le risque de propagation des espèces exotiques envahissantes pendant les phases de travaux ;
- Le risque de pollution de l'eau et des sols, notamment suite au stockage et à l'utilisation de produits dangereux lors de la phase chantier ;
- Etc.

La gestion des chantiers est cependant soumise à des réglementations et à des procédures de concertation importantes, permettant de minimiser les risques pour l'environnement. La mise en place d'une gestion durable des chantiers peut contribuer à réduire les incidences négatives du programme de mesures du PGRI, par exemple : assurer la protection des éléments plantés extérieurs à la zone d'intervention ou planifier les zones de stockages et de dépôt de produits et déchets dangereux avec les contenants appropriés.

Les autres mesures du PGRI devraient avoir un effet global bénéfique, ou tout du moins neutre, sur l'ensemble des compartiments environnementaux (hormis les coûts associés à leur mise en œuvre).

6.2 Mesures de suivi

Les impacts effectifs du programme de mesures du PGRI sur les différents domaines de l'environnement doivent être vérifiés au cours de la période d'application de 6 ans. Afin d'évaluer l'écart entre les objectifs définis et les résultats observés sur le terrain, des mesures seront réalisées de manière à suivre l'évolution de la fréquence et de l'intensité des inondations ainsi que des dommages engendrés sur les différents domaines de l'environnement.

Afin d'assurer le suivi de la mise en œuvre du programme de mesures du PGRI, un état des lieux sera réalisé de manière bisannuelle soit au minimum 2 fois sur un cycle de 6 ans. Le principal indicateur de suivi sera un indicateur sur l'état d'avancement temporel du projet (pas commencé, en cours, terminé, abandonné).

7 RESUME NON TECHNIQUE

Contexte

La Directive européenne Inondation (2007/60/CE) transposée dans le Code de l'Eau impose l'élaboration de Plans de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) pour chaque district hydrographique (Escaut, Meuse, Rhin, et Seine). L'objectif des PGRI est d'identifier des objectifs à atteindre en matière de gestion des inondations pour chaque district hydrographique afin de limiter au maximum les dommages aux personnes et aux biens.

Au travers d'un processus de concertation réunissant les acteurs principaux de l'eau, les PGRI définissent un programme de mesures à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés, en tenant compte notamment des coûts et des avantages. La dénomination « mesure » désigne l'ensemble des actions et instruments qui peuvent être mis en œuvre pour la gestion des risques d'inondation.

Conformément à la Directive européenne 2001/42/CE, les PGRI doivent faire l'objet d'un Rapport d'Incidence Environnementales (RIE) afin d'identifier les impacts potentiels du plan sur l'environnement au sens large du terme et d'éclairer ainsi les acteurs et le public affectés ou susceptibles d'être affectés par le programme de mesures.

Le district hydrographique de la Seine et les inondations

La Seine prend sa source en France et se jette 780 km plus loin dans la Manche. La partie wallonne du district hydrographique international de la Seine couvre une superficie de 80 km² et est composé d'un seul sous-bassin (Oise).

Etat initial de l'environnement : les causes

L'Oise, principal cours d'eau du district, est caractérisée par une pente moyenne moins propice au phénomène de débordement et à l'expansion des crues dans la plaine alluviale.

L'influence du sol et du sous-sol sur le risque d'inondation est étroitement corrélé avec la capacité d'absorption des précipitations. L'infiltrabilité des sols dans le DH de la Seine est généralement modérée.

La déstructuration des sols induite sous l'action des pluies et du ruissellement rendent ceux-ci plus sensibles au risque d'inondation. La majorité des parcelles du DH de la Seine sont caractérisées par des risques d'érosions assez faibles liés essentiellement à la présence de prairies.

Par ailleurs, l'artificialisation de sols génère une amplification du ruissellement et donc une accentuation des risques d'inondation. Le taux d'urbanisation dans le DH de la Seine est cependant faible.

Finalement, les pratiques agricoles ont une influence sur les sols et sur leur capacité de rétention d'eau et sur le ruissellement. En particulier, les prairies permanentes sont davantage protectrices des sols que les cultures annuelles sarclées. Les terres agricoles étant constituées à 90% de prairies et terres dans le DH de la Seine, le risque inondation par ruissellement est faible.

Etat initial de l'environnement : les conséquences

Les inondations liées au ruissellement amplifient les phénomènes d'érosion des sols par l'augmentation de la vitesse d'écoulement des eaux. Ce risque est cependant limité dans le DH grâce à la forte proportion de prairies.

De plus, les inondations par ruissellement et/ou débordement peuvent entraîner la dispersion de différents polluants accumulés sur leurs parcours. Le nombre de sources de

pollutions accidentelles possibles en cas d'inondation étant faible pour le DH de la Seine, le risque de pollution accidentelle dans le DH peut être considéré comme réduit.

Par ailleurs, les inondations peuvent impacter directement ou indirectement la santé humaine : noyade, impacts psychologiques ou dysfonctionnements des services publics (hôpitaux, distribution d'eau potable, etc.). La densité de population en zone inondable est très faible dans le DH de la Seine en comparaison aux autres DH, les risques humains y sont dès lors plus faibles.

Les inondations peuvent avoir des conséquences irréversibles sur la biodiversité, notamment sur les espèces n'ayant aucune tolérance au recouvrement de l'eau. Environ 40 % du linéaire complet de cours d'eau dans le DH se situent en zone Natura 2000. De plus, le DH comporte 3 sites naturels protégés. La préservation de la biodiversité est donc essentielle dans le DH. Les zones éventuellement touchées étant cependant essentiellement des prairies permanentes à pâturage pouvant supporter plus facilement l'inondation, le risque peut être considéré faible.

Les inondations engendrent non seulement des dommages sur le patrimoine bâti et les infrastructures, mais influencent également la constructibilité d'un terrain. Les territoires artificialisés repris en zone inondable sont cependant très faibles dans le DH de la Seine.

Les inondations peuvent engendrer des impacts économiques, non seulement par les coûts directs liés aux opérations de nettoyage et de réparation, mais également suite à une diminution potentielle des activités économiques de la région. Les zones éventuellement touchées par les inondations étant à faible enjeu économique (type prairies permanentes), les pertes économiques et agricoles ne sont donc pas significatives.

En conclusion, les enjeux relatifs aux inondations dans le DH de la Seine sont généralement faibles, voir modérés. De par les superficies importantes de zones naturelles et semi-naturelles, et leur intérêt en termes de biodiversité, la préservation de la faune et la flore locale, notamment via le maintien et la création d'habitats adéquats, constitue un élément central dans la gestion du risque d'inondation dans le DH.

Analyse des incidences

La méthodologie d'analyse appliquée dans le présent rapport s'attache à identifier et décrire les incidences positives et négatives potentiellement engendrées par le PGRI du DH de la Seine, et plus particulièrement par le programme de mesures de ce plan, par rapport à une situation au fil de l'eau.

Dans le cadre de cette analyse, les différentes mesures ont été rassemblées en une quinzaine de catégories, similaires du point de vue de leurs objectifs, avantages et risques pour l'environnement. Les avantages et les risques de chaque groupe de mesures ont ensuite été analysés au regard des différentes thématiques environnementales jugées pertinentes dans le cadre du plan de gestion, c'est-à-dire, les eaux de surfaces et les eaux souterraines, le sol et les sous-sols, la santé humaine, la biodiversité (faune et flore), le paysage, l'agriculture, l'urbanisme et l'aménagement du territoire, les aspects socio-économiques.

Les mesures du PGRI devraient avoir un effet global bénéfique, ou tout du moins neutre, sur l'ensemble des compartiments environnementaux (hormis les coûts associés à leur mise en œuvre). De manière générale, les mesures ayant une portée plus globale (à l'échelle communale, du sous-bassin, du DH, ou de la région) telles que les dispositifs législatifs ou réglementaires, les incitants financiers et subsides ou les actions de communication et de concertation offrent le plus d'opportunités en termes d'impacts positifs sur d'autres domaines de l'environnement. Les solutions à caractère plus ponctuel, visant généralement à augmenter la protection localement (travaux et ouvrages), sont efficaces pour réduire les inondations mais peuvent soulever certains risques pour l'environnement ponctuels liés

notamment aux travaux (travaux entretien, d'amélioration et de réparation, ouvrages de stockage et de régulation des débits, travaux de curage et de dragage, travaux de protection locale) : risque de perturbation et de destruction d'habitats d'intérêt écologique, risque d'impacts négatifs sur le paysage, charroi lié à l'excavation et l'évacuation de terres, risque de propagation des espèces exotiques envahissantes, risque de pollution de l'eau et des sols lié stockage de produits dangereux, etc. La gestion des chantiers est cependant soumise à des réglementations et à des procédures de concertation importantes, permettant de minimiser les risques pour l'environnement.

L'alternative 1 permet la mise en œuvre de l'entièreté des projets généraux prévus par le PGRI Seine. Ces mesures se focalisent entièrement sur la prévention. Ces mesures ont une portée globale et impliquent donc peu d'incidences négatives sur l'environnement. Il s'agit généralement d'actions d'ordre réglementaire, de connaissance ou de communication, offrant de nombreuses possibilités d'interactions positives avec d'autres domaines de l'environnement.

L'alternative 2 permet la mise en œuvre de mesures concernant l'entièreté du cycle de gestion des inondations ; cette alternative permet donc d'améliorer non seulement la prévention en amont des inondations mais également d'assurer l'optimisation de la protection et la gestion en cas de crue ainsi que leur anticipation. Les mesures prévues ont une portée globale et impliquent peu d'incidences négatives sur l'environnement.

Par rapport aux deux précédentes, l'alternative 3 permet la mise en œuvre de mesures globales permettant d'assurer une gestion de risques à plus long terme, avec l'amélioration plus poussée des connaissances, le développement de visions stratégiques, la mise en œuvre d'une réelle dynamique de concertation et de collaboration etc. De par leur transversalité, les mesures prévues permettent de développer une stratégie de lutte plus intégrée, maximisant les synergies avec d'autres domaines de l'environnement. Cette alternative implique cependant une augmentation des coûts par rapport aux deux précédentes.

Afin d'assurer le suivi de la mise en œuvre du programme de mesures du PGRI, un état des lieux sera réalisé de manière bisannuelle soit au minimum 2 fois sur un cycle de 6 ans. Le principal indicateur de suivi sera un indicateur sur l'état d'avancement temporel du projet (pas commencé, en cours, terminé, abandonné).

Dépôt légal : D/2015/11802/53

Editeur responsable : DGO3, 15 Avenue Prince de Liège – 5100 Jambes

N° vert : 1718 – www.wallonie.be – www.environnement.wallonie.be

Publication gratuite

